Gouvernement du Québec
Conseil du statut
de la femme

84- 2899 /

BIBLIOGRAPHIE
FORUM SUR LA QUESTION ECONOMIQUE

Nhu-y Vothi
Service de la documentation
1983-10-05

Ce forum s'est tenu à Montréal, les 29 et 30 octobre 1983 au Palais des congrès.

Bibliographie sélective et annotée par ordre alphabétique d'auteur.

Dactylographie et mise en page

Lyse Châtigny

Québec:
8, rue Cook
3ième étage
Québec, G1R 5H2

Montréal:
1255, place Philippe,
Suite 708,
Montréal H3B 3G1

Dépôt légal: 4e trimestre 1983
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN: 2-550-10446-3

Table des matières

		Page
ATELIER 1	LA PRODUCTION DOMESTIQUE : UNE VALEUR A RECONNAITRE	
	- Fiscalité et politique familiale	3
	- Sécurité du revenu à la retraite	11
ATELIER 2	LA PRODUCTION DOMESTIQUE : UN NOUVEAU PARTAGE	
	- Partage des tâches	17
	- Partage des acquis	23
ATELIER 3	HUMANISER LE TRAVAIL REMUNERE	
	- Conditions de travail	29
	- Lutte à la discrimination	35
	- Formes d'emploi précaire et les non-syndiquées	41
ATELIER 4	DEMYSTIFIER LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	
	- Politique du plein emploi	49
	- Orientation des politiques économiques	55
ATELIER 5	SORTIR DE L'INSECURITE ECONOMIQUE	
	- Perspectives d'emplois rémunérateurs	63
	- Programmes de soutien du revenu	69
ATELIER 6	S'APPROPRIER LE DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	
	- Informatique, micro-électronique et la technologie en milieu de travail	77
	- Technologie domestique	83

ATELIER 7 L'ENTREPRENEURSHIP AU FEMININ
- Femmes collaboratrices ---------- 89
- Femmes en affaires ---------- 93

ATELIER 8 FINANCER LES PROJETS DE FEMMES ---------- Nil

ATELIER 9 APPRIVOISER L'ARGENT ---------- 98

ATELIER 10 INVESTIR LES LIEUX D'INFLUENCE
- Pouvoir formel ---------- 117
- Pouvoir informel et lieux de bénévolat ---------- 125

ATELIER 1

LA PRODUCTION DOMESTIQUE : UNE VALEUR A RECONNAITRE

- Fiscalité et politique familiale.
- Sécurité du revenu à la retraite.

SOUS-THÈME

FISCALITÉ ET POLITIQUE FAMILIALE

- Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFEAS). Enquête sur les femmes au foyer. 1982- .

Projet de recherche que mène l'AFEAS depuis 1982.
Des résultats partiels ont été dévoilés dans plusieurs numéros de la revue mensuelle "Dossier AFEAS", entre autres les dossiers de septembre, octobre, décembre 1982, de janvier, février, avril et mai 1983. Une récapitulation de ces données en vue de la parution d'un rapport intégral est prévue cette année.

- BARRET, Nancy A. "Obstacles to economic parity for women." American Economic Review, vol. 72, no 2, mai 1982. pp. 160-165.

Cet article fut présenté lors d'une réunion annuelle de l'American Economic Association en décembre 1981, à l'intérieur d'un atelier thématique portant sur l'impact des politiques gouvernementales sur la condition des femmes. Afin de cerner les causes de la pauvreté des femmes, l'auteure questionne les fondements et l'orientation de notre système économique traditionnel. Elle fait une critique de la science économique qui a toujours négligé de tenir compte de la production domestique, donc du travail des femmes, dans l'évaluation globale du produit intérieur brut. Elle remet aussi en question les différentes mesures fiscales et de redistribution du revenu (régime d'aide sociale entre autres), lesquelles, après analyse, sont loin de favoriser l'autonomie financière des femmes en raison des principes discriminatoires qui les ont guidées. Enfin, conclut l'auteure, l'égalité économique pour les femmes ne pourrait être réalisée à moins d'un changement idéologique et d'une restructuration de l'économie domestique.

- BELLEMARE, Diane. La sécurité du revenu au Canada: Une analyse économique de l'avènement de l'état-providence. Montréal, Université du Québec à Montréal, Département des sciences économiques, 1981, 2 volumes.

Protection des individus et des salariés(ées) et adéquation des programmes de sécurité du revenu au Canada: tel est l'objet d'une analyse économique sur le sujet, réalisée par l'auteure dans le cadre d'une thèse de doctorat en sciences économiques (parue en deux volumes).

- CASTELLI, Mireille D. "La notion de famille et son impact en droit social." Cahiers de droit, vol. 22, no 1, mars 1981. pp. 5-54.

Quelle est la notion de famille retenue en droit social? Le concept est-il uniforme d'une loi sociale à l'autre? Dans quelle mesure la situation familiale peut-elle influencer le législateur quand il s'agit de déterminer d'une part les critères d'admissibilité des personnes, et d'autre part de fixer le montant des allocations?
C'est à ces principales questions que tente de répondre l'auteure à travers une analyse descriptive de plusieurs lois de la sécurité sociale au Québec.

- "Colloque: Pour ou contre une politique nataliste au Québec." Cahiers québécois de démographie, vol. 10, no 2, août 1981. pp. 141-305.

Fécondité, stérilisation, famille, politique nataliste et politique familiale sont autant d'éléments de contenu faisant l'objet de sept communications présentées au colloque sus-mentionné.
L'échec ou la réussite des mesures visant à faire augmenter le nombre d'enfants par famille aiderait les autorités publiques à mieux cerner la réalité familiale et à soupeser les critères servant à définir une politique de la famille. (Famille: lieu de reproduction, de socialisation ou de régulation économique?)

- "Dossier: Gagner son ciel ou gagner sa vie." La Vie en Rose, mars-avril-mai 1981. pp. 13-23.

Discussions sur le travail ménager: précision sur sa nature, détermination de sa valeur, et identification des mécanismes visant à une pleine reconnaissance de ce travail invisible. Le débat présenté dans ce dossier est axé sur le mode de rétribution du travail ménager. Différentes positions des organismes et groupes intéressés de près à cette question y sont exposées sans négliger celle de l'équipe de la Vie en Rose.

- DULUDE, Louise. Description et analyse de diverses mesures fiscales concernant les transferts entre conjoints. Québec, Conseil du statut de la femme, 1980, 18 p.

Tel que mentionné dans le titre, ce document de recherche, préparé pour le compte du C.S.F, vise à mettre à jour et faire le point sur les diverses dispositions fiscales qui régissent les relations économiques entre les partenaires de l'unité familiale.

- EICHLER, Margrit. Families in Canada today; recent changes and their policy consequences. Toronto, Gage Publishing, 1983, 356 p.

L'auteure fait une critique des approches traditionnelles d'analyse et de recherche sur la famille et propose différentes façons d'arriver à une redéfinition des familles et non de la famille. Elle fait aussi un relevé et une analyse des politiques sociales orientées vers l'unité familiale.

- GAUTHIER, Anne. Les femmes et l'impôt sur le revenu. Communication présentée à l'Association canadienne française pour l'avancement des sciences (ACFAS), 12 mai 1982 à l'UQAM, section économique. Québec, Conseil du statut de la femme, mai 1982, 11 p.

Critique du régime de la sécurité sociale et de la philosophie prédominante du système fiscal au Québec et au Canada. Selon l'auteure, les politiques fiscales jouent un rôle déterminant dans la vie des femmes, notamment en regard de l'autonomie financière de cette population.

- GAUTHIER, Anne. Réflexion sur les politiques familiales et l'allocation de garde. Québec, Conseil du statut de la femme, 1980, 62 p.

Description de différents programmes et politiques familiales en matière de sécurité du revenu au Québec. Analyse de leurs implications sur les conditions de vie des femmes dans une optique d'autonomie financière de la population féminine.

- GOLDSCHMIDT-Clermont, Luisella. Unpaid work in the household. Genève, International Labour Office / BIT, 1982, 137 p.

L auteure fait une critique de trois méthodes de calculs économiques d'évaluation du travail ménager:

Méthode 1: évaluation du travail ménager basée sur le volume des intrants (main-d'oeuvre, durée du travail, ressources matérielles investies) et sur le volume des extrants (biens et services fournis) obtenus à l'intérieur du processus de la production domestique.

Méthode 2: évaluation du travail ménager basée sur l'équivalent monétaire des intrants négociés sur le marché libre (i.e. référence au salaire qu'offrirait une entreprise commerciale à des employés(ées) pour effectuer un travail équivalent).

Méthode 3: évaluation du travail ménager basée sur l'équivalent monétaire des extrants déterminés sur le marché libre (i.e. référence au prix que le marché attribuerait pour un service équivalent fourni dans le cadre de la production domestique).

Aucun de ces modes de calculs ne parviennent à rendre compte des multiples dimensions de la réalité du travail ménager. D'autres recherches devraient être poursuivies selon l'auteure. Celle-ci insiste pour qu'on évalue la production domestique par rapport aux valeurs sociales et aux conditions qui régissent le marché du travail capitaliste, et qu'on examine l'interaction entre les deux secteurs de l'économie marchande et non-marchande. Il importe enfin, d'après l'auteure, d'en arriver à une évaluation globale du travail ménager, c'est-à-dire en tenant compte de sa double valeur sociale et économique.

- HENRIPIN, Jacques et al. Les enfants qu'on n'a plus au Québec. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1981, 410 p. (Collection Démographie canadienne)

Poursuite de l'enquête sur la fécondité, effectuée en 1971 auprès des femmes mariées au Québec et dont les résultats ont été publiés dans le premier ouvrage intitulé "La fin de la revanche des berceaux: qu'en pensent les Québécoises?". Une analyse socio-démographique de la famille au Québec, optant cette fois-ci le point de vue des femmes et venant enrichir le débat actuel relativement à l'élaboration d'une politique familiale.

- KAMERMAN, Sheila B. et Alfred J. Kahn eds. Family policy: government and families in fourteen countries. New-York, Columbia University Press, 1978, 522 p.

Trois groupes de pays:
A) Ayant à leur compte une politique familiale explicite: France, Norvège, Suède, Hongrie et Tchécoslovaquie.
B) Ayant une politique familiale dont l'application se réfère cependant à des secteurs d'activités spécifiques tels que l'économie, l'habitation, l'agriculture etc.: Autriche, Pologne, Danemark, Finlande, République fédérale allemande.
C) N'ayant aucune politique familiale explicite, ni même l'intention d'en adopter une: Canada, Grande-Bretagne, Israël, Etats-Unis.
Ces trois groupes de pays font respectivement l'objet d'une analyse dans quatorze textes différents. Collection qui nous offre une vision interdisciplinaire sur l'étude qui nous intéresse, en l'occurence la politique de la famille. S'enrichissent et se confrontent mutuellement les analyses économique, politique, sociologique, psycho-sociale et administrative autour de la structure familiale.

- KAMERMAN, Sheila B. et Alfred J. Kahn. "Transferts de revenus, travail, et bien-être économique des familles avec enfants à charge: étude comparative." Revue internationale de sécurité sociale, no 3, 1982. pp. 383-424.

Etude comparative des transferts légaux de revenus dans huit pays industrialisés dont l'objectif visé est de subvenir aux besoins des familles avec enfants à charge. Comparaison entre l'Australie, le Canada, les Etats-Unis, la France, l'Israël, l'Allemagne de l'Ouest, la Grande-Bretagne et la Suède.

- KURIAN, George et Ratna Ghosh. Women in the family and the economy: an international comparative survey. Westport, Conn., Greenwook Press, 1981, 451 p.

Collection d'articles portant sur le rôle et le statut des femmes dans la famille et dans la société issue d'une multitude de cultures différentes. Il ressort de cette étude comparative une similitude au niveau de l'interaction entre la structure familiale et la structure économique des différents pays en dépit des systèmes politiques différents. Les notions de statut et de pouvoir sont bien démontrées dans l'analyse des rapports femmes / famille et femmes / organisation sociale.

- PROULX, Monique. Cinq millions de femmes. Une étude de la femme canadienne au foyer. Ottawa, Conseil consultatif canadien de la situation de la femme, 1978, 98 p. (Collection La femme et le travail)

Examen de la condition sociale et économique des femmes au foyer dont la valeur du travail fait l'objet de maintes discussions. Formulation de diverses avenues de solution, soit des mesures législatives dans le cadre des politiques sociales et / ou des programmes de sensibilisation au vécu des femmes dans la famille.

- QUÉBEC, (Province) Conseil du statut de la femme, Service Consult-Action.

  1) Femmes et politique familiale. Document de travail préparé à l'intention des groupes de femmes intéressés à amorcer une réflexion sur le projet de politique familiale du gouvernement du Québec. Novembre 1982, 23 p.

  2) Femmes et politique familiale. Canevas de discussion pour accompagner le document de travail préparé à l'intention des groupes de femmes intéressés à amorcer une réflexion sur le projet de politique familiale du gouvernement du Québec. Novembre 1982, non pag.

Dans le cadre de son mandat de soutenir les groupes de femmes dans leurs démarches d'intervention visant à améliorer les conditions de vie des femmes, le service Consult-Action du C.S.F. a préparé à l'intention de ces agents sociaux, les deux documents de travail mentionnés ci-haut afin de leur permettre de mieux se préparer pour la prochaine sortie du document gouvernemental sur la politique familiale.

- THORNE, Barrie et Marilyn Yalom éds. Rethinking the family: some feminist questions. New-York et London, Longman, 1982, 246 p.

Collection d'articles revus et corrigés à la suite d'une conférence parrainée par le Center for Research on Women de l'Université Stanford en 1979. Plusieurs spécialistes ont étudié l'entité familiale sous des angles différents:
- selon une dimension anthropologique;
- selon une approche psycho-sociale;
- par le biais de la maternité comme institution sociale;
- selon l'évolution du droit de la famille;
- dans une perspective structurelle de l'économie non-marchande;
- et enfin, sous l'angle des politiques sociales.

- VANDEPOL, Ann. "Dependent children, child custody, and the mother's pensions: the transformation of state-family relations in the early 20th century." Social problems, vol. 29, no 3, février 1982. pp. 221-235.

Regard historique sur l'évolution des programmes d'assistance et de soins aux enfants aux Etats-Unis, depuis la période coloniale jusqu'au début du 20e siècle.
Description des changements intervenus et des transferts de responsabilités entre les différents agents sociaux: organisations à but non lucratif, autorités publiques (gouvernements local ou national) et la famille au sens restreint (lignée directe parent(s)/enfant(s)).
Analyse de l'évolution des idéologies qui ont favorisé la naissance et le transfert du programme d'aide à l'enfance vers la famille et plus précisément vers les femmes gardiennes du foyer.

- WILSON, S. J. Women, the family and the economy. Toronto, McGraw Hill Ryerson, 1982, 176 p.

Ouvrage sociologique sur la famille, ses mutations et l'évolution du travail des femmes au Canada. Le focus est centré sur la relation entre la sphère domestique et le statut social des femmes.

- FERBER, Marianne A. "Women and work: issues of the 1980's." Signs, vol. 8, no 2, hiver 1982. pp. 273-295.

Court essai sur le travail des femmes; insistance sur les nouvelles orientations à prendre dans le domaine de la recherche sur la contribution économique des femmes à la vie sociale; identification des sujets prioritaires spécifiques aux femmes en emploi (action positive, harcèlement sexuel etc.); mention de la sphère domestique et de son élément du travail ménager comme étant un domaine de recherche stratégique pour la condition féminine et auquel les féministes doivent s'attaquer.

SOUS-THÈME

SÉCURITÉ DU REVENU A LA RETRAITE

- AUDETTE, Gisèle. La réforme des pensions et son importance pour les femmes. Québec, Conseil du statut de la femme, Service Consult-Action, 1983, 17 p.

Document de vulgarisation accessible aux groupes de femmes qui désirent intervenir dans le débat sur la réforme des pensions. Se veut un outil de conférence pour animer la discussion.

- CANADA. De meilleures pensions pour les Canadiens: la part des femmes. Ottawa, Gouvernement du Canada. 1982, 19 p.

Vulgarisation du document intitulé "De meilleures pensions pour les Canadiens(e)"dans lequel le gouvernement fédéral soumet pour discussion lors d'un comité parlementaire, un certain nombre de propositions de réforme des régimes de retraite favorables aux femmes.

- "Dossier Vieillirons-nous comme elles? La Vie en Rose, janvier 1983. pp. 19-35.

Le présent numéro se veut un commencement, une ouverture au dossier des femmes âgées, dossier par ailleurs très dense et très complexe dès qu'on entre dans les calculs des rentes et prestations de vieillesse. Des témoignages et des illustrations de la vie de certaines femmes âgées sont choisis en guise de présentation du dossier.

- DULUDE, Louise. "Les femmes et la réforme des régimes de pensions. Ottawa, Conseil consultatif canadien de la situation de la femme, 1981. 128 p.

Propositions de réforme pour les femmes dans le grand débat canadien sur les régimes de pensions.

- LEPAGE, Francine. Deux hypothèses pour une réforme du régime de rentes du Québec favorable aux femmes - Document préliminaire. Québec, Conseil du statut de la femme, 1982, 16 p.

Eléments de discussion pour une sécurité du revenu à la retraite en faveur des femmes; document préparé en attente d'une position officielle.

- LEPAGE, Francine. Le livre vert et les femmes : Une étude du gouvernement fédéral portant sur la réforme des régimes de pensions intitulé "De meilleures pensions pour les canadiens(e). Communication présentée à l'Institut canadien de la retraite. 19 janvier 1983, Québec, Conseil du statut de la femme, 14 p.

L'auteure exprime son point de vue à l'égard des propositions mises de l'avant dans le livre vert sur la réforme des pensions. Elle identifie les forces et les faiblesses des solutions envisagées et en fait ressortir les implications sur la vie des femmes.

- PALTIEL, Freda L. "Les femmes et les régimes de pensions au Canada". Revue Internationale de sécurité sociale, no: 3, 1982. pp. 368-382.

Suite: Paltiel, Freda L.

Cet article aborde les questions d'une protection adéquate pour les femmes dans le cadre de la réforme canadienne du régime des pensions.

- (1) ROSE-LIZÉE, Ruth. La réforme des pensions: quels sont les enjeux pour les femmes? Montréal, Relais-Femmes, 66 p.

Dossier d'information préparé à l'intention des groupes de femmes afin de susciter le débat sur la réforme des pensions.

(2) ROSE-LIZÉE, Ruth. La réforme des pensions: Cécile, Thérèse, Andrée et les autres. Montréal, Relais-Femmes, 25 p.

Illustration de cas fictifs de deux femmes à la retraite, et identification des grands objectifs à retenir dans le débat sur la réforme des régimes de pensions.

- Université du Québec à Montréal. Les femmes et la réforme des régimes de retraite: Nous ne voulons plus être pauvres après 65 ans. 1983, 56 p.

(document de réflexion préparé en collaboration avec Relais-Femmes et les comités de condition féminine de la CSN et de la FTQ).

Vulgarisation du dossier sur les femmes et la réforme des régimes de pensions. Brochure disponible dans les deux langues, au coût de 1.00 $ au Service à la collectivité de l'UQAM (C.P. 8888, succ "A", Montréal H3C 3P8; tél.: 282-3177).

ATELIER 2

LA PRODUCTION DOMESTIQUE : UN NOUVEAU PARTAGE

- Partage des tâches : rigidité des horaires de travail, services de garde à l'enfance, autres services publics etc.
- Partage des acquis : droit de la famille, régimes matrimoniaux, divorce, conjoints de fait, épouse au foyer.

SOUS-THÈME

PARTAGE DES TÂCHES

Rigidité des horaires de travail, services de garde à l'enfance, autres services publics etc.

- BOHEN, Halcyone H. et Anamaria Viveros-Long. Balancing jobs and family life; do flexible work schedules help? Philadelphie, Temple University Press, 1981, 336 p.

Etude empirique faite auprès des employées et employés de la fonction publique fédérale américaine afin d'évaluer les effets des horaires flexibles sur la vie familiale. Résultats de l'enquête: cette mesure, bien que parfois utile et essentielle afin de réduire les tensions vécues par certaines familles, ne change cependant en rien la réalité familiale quant aux rôles et au partage des responsabilités entre les hommes et les femmes.
Devant l'existence des valeurs encore très stéréotypées, les auteures préconisent d'abord et avant tout des changements plus substantiels au niveau de l'organisation sociale.

- Collectif de Boston pour la santé des femmes. Nos enfants nous-mêmes; un livre écrit par des parents pour les parents. Paris, Albin Michel, 1980, 283 p.

Ce livre, traduit d'une enquête effectuée par le Collectif de Boston aux Etats-Unis, dépeint les relations entre les individus hommes, femmes et enfants, les rapports sociaux entre eux, les structures d'échange et d'aide expérimentées par des groupes particuliers à l'intérieur de la cellule familiale et dans la vie communautaire. Un ouvrage dans lequel le vécu quotidien en tant que parents est mis à jour et analyse avec une grande ouverture d'esprit.

- DOUCET, Geneviève. Etre de bons parents quand on travaille. Paris, Presse de la Renaissance, 1981, 252 p.

Guide pratique sur l'organisation de la vie domestique pour les mères, les parents, la famille d'aujourd'hui. Conseils, information, renseignements sur les ressources et services mis à la disposition des familles en France. La préface et postface (cette dernière rédigée par Françoise Stanton de Québec) soulèvent particulièrement le problème de la double-tâche chez les mères, et invitent alors à une réflexion sur la condition de parent(s) dans notre société et de façon plus large sur l'organisation de la vie sociale et domestique.

- "Familles d'aujourd'hui."
Critère, no 33, printemps 1982. 275 p.

Collection d'articles de réflexion sur le sens de la famille et le devenir de la famille. Les différents textes ont trait aux relations entre les individus dans la famille, aux modèles de famille biparentale et monoparentale, à l'expérience d'un réseau familial, et enfin aux revendications d'une politique de la famille exprimées par l'OFAQ (Organismes familiaux associés du Québec).

- Famille 2000: le manuel de la vie domestique. Paris, Editions des connaissances modernes, 1971, 191 p.

Ouvrage didactique abondamment illustré sur la vie familiale et l'économie domestique. La gestion des dépenses familiales, reliée notamment au maintien de l'équilibre budgétaire des ménages tient une place importante dans le volume.

- "Finie, la famille? Traditions et nouveaux rôles."
  Revue Autrement, no 3, automne 1975. 191 p.

  Dossier complet sur la famille:
  des statistiques sur les types de famille, des remises en question sous l'influence des théories féministes, des analyses sur les stéréotypes des rôles de même que sur les changements sociaux survenus en matière de divorce et de contraception. Enfin, dans la dernière partie du dossier, projection de nouveaux modèles de relations familiales ainsi qu'une image renouvelée du couple.

- "Motherhood."
  Cahiers de la femme, vol. 2, no 1, 1980. pp. 1-107.

  Numéro thématique sur la maternité et la condition de parent dans notre société.
  Différents courts textes sur l'accouchement et la naissance, le rôle de la mère en évolution, la famille en mutation, la condition des mères au travail, le tout axé sur un point de vue féministe.

- QUEBEC, (Province) Conseil des affaires sociales et de la famille. Concilier maternité et participation au monde du travail. Québec, 1981, 10 p.

  Sondage réalisé auprès des femmes de la région métropolitaine du Québec, dans le but de connaître et de déceler leurs intentions quant à l'exercice des responsabilités familiales et professionnelles. Analyse des contraintes et des attentes de la population féminine vis-à-vis la famille (nombre d'enfants), le marché du travail et le gouvernement (mesures et programmes de soutien à la famille).

- QUEBEC, (Province) Conseil des affaires sociales et de la famille.

  1) La famille, demain. Québec, 1982, 75 p.

  2) Inventaire des principales mesures et actions du gouvernement du Québec à l'égard des familles. Québec, 1982, 93 p.

  Ces documents tiennent lieu d'avis du C.A.S.F. transmis au gouvernement du Québec qui prépare actuellement une politique pour la famille.

- QUEBEC, (Province) Conseil du statut de la femme. Maman, papa et la loi : Document d'information destiné aux futurs parents. Québec, 1983, 63 p.

  Brochure d'information sur les droits et services mis à la dispositions des parents lors de la naissance, ou au moment de l'accueil d'un enfant dans la famille. On y fait mention des dispositions légales de la loi 89 sur le nouveau droit de la famille.
  On informe également les nouvelles mères qui travaillent sur différentes législations en milieu de travail.
  On signale les multiples mesures fiscales (allocations familiales, crédit d'impôt pour enfants, déduction des frais de garde etc.) dont peuvent bénéficier les familles au Québec. Enfin, on renseigne les parents sur les divers services sociaux ou communautaires offerts aux familles dans leur milieu respectif.

- QUEBEC, (Province) Office des services de garde à l'enfance.

  1) Les services de garde au Québec: une vue d'ensemble. Montréal, Service recherche et information, septembre 1982, 64 p.

  2) La consolidation et le développement des services de garde à l'enfance 1983-1988. Document de travail soumis à la consultation par l'Office des services de garde à l'enfance. Montréal, Service recherche et information, octobre 1982, 97 p.

Documents descriptifs sur l'état des services de garde au Québec: historique, besoins de la population, disponibilité des ressources, organisation des services, intervenants du réseau et enfin orientations de l'Office en matière de développement et de consolidation des services de garde à moyen terme.

- ROSS, Martine. Le prix à payer pour être mère. Montréal, Editions du Remue-ménage, 1983, 288 p.

Une analyse féministe de la maternité, sa signification populaire par opposition au vécu des femmes.
Réflexion sur le sentiment dit maternel, sur la condition de mère et sur la conviction de vivre des maternités dans la différence et le respect des êtres.

- SEGURET, M.-C. "Child-care services for working parents." International Labour Review, vol. 120, no 6, 1981. pp. 711-725.

Article de synthèse sur les systèmes des services de garde à l'enfance en vigueur dans plusieurs pays industrialisés tels que l'Europe, l'Australie, le Canada, ainsi que dans les pays en voie de développement tels l'Afrique, l'Amérique du Sud, le Moyen-Orient. Analyse des options préconisées et adoptées dans ces différents pays et perception de l'auteure quant à l'élaboration d'une politique familiale dite appropriée aux conditions de vie des parents travailleurs et en fonction du bien-être des enfants.

- SHORTER, Edward. Naissance de la famille moderne. XVIIIe-XXe siècle. Paris, Editions du Seuil, 1977, 379 p.

Ouvrage d'histoire générale sur la famille "moyenne", c'est-à-dire partant des connaissances de la vie des gens ordinaires et des expériences vécues par des hommes, des épouses et des enfants mêmes, vue à travers deux siècles dans plusieurs pays d'Europe et d'Amérique.
En jetant les bases d'une nouvelle problématique de la famille moderne, (l'adolescence et l'identité de la famille, le phénomène du divorce et la participation des femmes sur le marché du travail), le livre de Shorter vient enrichir les connaissances et la compréhension de la famille de demain. Il aiderait sûrement à mieux la définir et à rechercher par après des avenues de solution.

- SWERDLOW, Amy et al. Household and kin: families in flux. New York, The Feminist Press, 1981, 183 p.

Ouvrage de synthèse sur l'histoire et la sociologie de la famille.
Démontre dans une première partie, la relation structurelle qui existe entre la famille et notre système social, de même que la complexité qui découle de l'interaction entre les individus à l'intérieur d'un cadre familial.
Illustre dans un second temps, les effets qu'exerce l'idéologie de la famille sur les sexes, les races et les classes.
Appelle enfin à une nouvelle vision de l'organisation sociale et privée du travail au foyer ainsi qu'à une transformation des relations domestiques entre les différents agents.

SOUS-THÈME

PARTAGE DES ACQUIS

Droit de la famille, régimes matrimoniaux, divorce, conjoints de fait, épouse au foyer etc.

- BONENFANT, Claire. Droit de la famille, évolution historique. Exposé prononcé devant la Société Saint-Jean-Baptiste de la Mauricie, à Trois-Rivières, 22 février 1983. Québec, Conseil du statut de la femme, 1983, 13 p.

De l'ancien code civil adopté en 1866 à la proclamation de la loi 89 laquelle a permis une révision en profondeur du droit de la famille au Québec depuis 1981, la condition juridique des femmes partenaires du foyer familial a grandement évolué dans un sens positif. La structure du droit familial se désexise sous la force des revendications et des pressions des femmes qui ne cesse de se poursuivre sur d'autres plans.

- FELS, Lynn. Living together: Unmarried couples in Canada. Toronto, Personal library, 1981, 208 p.

Monographie sur l'union de fait, une des formes de la vie de couple. L'auteure l'étudie comme un fait sociologique, et essaie de lui donner une valeur sociale. Elle réserve dans un second temps, un chapitre entier sur les implications légales qu'entraîne cette forme de cohabitation hors mariage.

- GAUTHIER, Anne. La perception des pensions alimentaires. Québec, Conseil du statut de la femme, 1979, 49 p.

Avis du CSF concernant le projet de loi 183, loi favorisant la perception des pensions alimentaires adoptée en 1980, à la suite de laquelle est mis sur pied un service gouvernemental de perception.

- L'HEUREUX-DUBE, Claire. Mariage et union de fait. Exposé prononcé lors du colloque juridique 1981 "Droit de la famille". Montréal, Université de Montréal, 14 mars 1981, 36 p.

Dans son exposé, l'auteure essaie de situer l'union de fait dans l'évolution du droit familial, de la jurisprudence et de la doctrine. Elle soulève la question quant à la pertinence d'une non-intervention étatique dans ce nouveau mode de vie du couple par opposition à une réglementation de l'institution du mariage.

- QUEBEC, (Province) Conseil du statut de la femme. L'Amour, l'eau fraîche... et la loi. Document d'information à l'intention des futurs époux. Québec, 1981, 19 p.

Brochure contenant des informations légales sur la vie à deux dans le mariage ou en union de fait, en regard des dispositions de la loi sur le droit de la famille nouvellement refondu.

- QUEBEC, (Province) Conseil du statut de la femme. Mémoire présenté au ministère de la Justice concernant la loi instituant un nouveau code civil et portant réforme du droit de la famille (projet de loi 89). 1980, 61p.

Avis et recommandations du CSF concernant les dispositions légales qui régissent les personnes à l'intérieur d'un cadre familial.

- QUEBEC, (Province) ministère de la Justice.
  Une série de dépliants et brochures sont disponibles portant sur divers éléments du droit de la famille:

  - le nouveau droit de la famille (brochure);
  - la résidence familiale (dépliant);
  - le nom des femmes mariées (dépliant);
  - la prestation compensatoire (dépliant);
  - se séparer en harmonie (dépliant).

- Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFEAS). Quand le coeur et la tête sont en affaires. Saint-Lambert, 1982, éd. révisée.

  Brochure d'information pouvant servir d'outil d'animation pour faire le point sur le statut des femmes collaboratrices, notamment en regard des dispositions du droit de la famille (régimes matrimoniaux) et de la fiscalité (statuts d'entreprises, modes de rémunération).

- DeBILLY, Hélène. "Epouses et collaboratrices: les bons comptes font les bons amis."
  Justice, vol. 5, no 3, avril-mai 1983. pp. 6-11.

  Bref article sur les femmes collaboratrices du mari dans les entreprises. On y fait mention de la disposition sur la prestation compensatoire prévue dans le nouveau droit de la famille.
  Sur le plan juridique, cette mesure s'achemine vers une reconnaissance graduelle de la contribution de l'épouse au foyer aux actifs de la famille.

- McKIE, D.C. et al. Divorce: la loi et la famille au Canada. Ottawa, Statistique Canada, 1983, 280 p.

  Ouvrage de synthèse sur l'évolution de la famille canadienne dans son ensemble: relations de couple, changements sociaux, modes de vie, bref le vécu d'une part et la législation de l'autre: tensions et corrélations entre les deux réalités.

ATELIER 3

HUMANISER LE TRAVAIL RÉMUNÉRÉ

- Conditions de travail : salaire, avantages sociaux, normes minimales, congé de maternité etc.
- Lutte à la discrimination : Charte des droits et libertés, action positive, harcèlement.
- Formes d'emploi précaire et les non-syndiquées : immigrantes, travail au noir, travail à domicile, syndicalisation.

SOUS-THÈME

CONDITIONS DE TRAVAIL

Salaire, avantages sociaux, normes minimales,
congé de maternité etc.

- BELANGER, Francine, Garon-Audy, Muriel et Michèle Girard. "Les femmes dans les conventions collectives: pourquoi la différence?" Le marché du travail (Centre de recherche et de statistiques sur le marché du travail), vol. 2, no 3, 1981.

Un travail conjoint entre la Commission des droits de la personne du Québec et le Centre de recherche et de statistiques sur le marché du travail en vue d'analyser le contenu des conventions collectives en vigueur au Québec en 1979 en regard de la situation des femmes au travail. Projet d'analyse qu'on espère poursuivre.

- BELLWARE, Jo-Ann et Gilles Therrien. Etude sur les femmes et le marché du travail. Québec, Service des études sociales, ministère des Affaires sociales, 1982. (Collection "Etudes et enquêtes")

Comprend 3 volumes: Partie 1: Méthodologie et histoire occupationnelle des Québécoises.
Partie 2: Conditions générales de travail des femmes.
Partie 3: Les femmes et les contraintes qui leur sont spécifiques.
Ces documents sont disponibles dans plusieurs bibliothèques universitaires.

- BERTHOMÉ, Catherine. "Carrières féminines: voies de garage et courses d'obstacles." La Revue d'en face, no 13, hiver 1982. pp. 83-92.

Plusieurs aspects de la discrimination faite aux femmes sur le marché du travail sont illustrés dans le présent article, ponctués par des citations et témoignages qui rendent ce dernier bien vivant.

- BLAXALL, Martha et Barbara Reagan. Women and the workplace. The implications of occupational segregation. 3e édition, Chicago, The University of Chicago Press, 1981, 326 p.

Version corrigée et enrichie des textes présentés lors d'une conférence sur la ségrégation professionnelle selon le sexe à Wellesley College en 1975: dimensions historique, systémique et économique du phénomène en question.

- CANADA. Travail Canada. Bureau de la main-d'oeuvre féminine. Congés de maternité et de soins aux enfants au Canada. Ottawa, 1983, 50 p.

Brochure d'information sur les dispositions relatives au congé de maternité et congé d'adoption prévues dans différentes législations fédérale et provinciales et dans les conventions collectives, de même que sur les prestations accordées par ces différentes instances.

- La détermination des conditions minimales de travail par l'Etat. Une loi: son économie et sa portée. 35e Congrès annuel du département des relations industrielles de l'Université Laval. Québec, Presses de l'Université Laval, 1980, 229 p.

L'objet du présent colloque fut centré sur la discussion autour de la nouvelle loi sur les normes minimales de travail adoptée en juin 1979: regards sur l'évolution du système de relations industrielles, rôle de l'Etat en matière de relations de travail, implications économiques des législations et enfin effets sur les groupes non-organisés (femmes et immigrés).

- "Les enquêtes en 1982: données statistiques. Quelques points saillants."

"1981 - Un profil de la discrimination."
Droits et libertés Bulletin de la Commission des droits de la personne du Québec , vol. 6, no 3, avril-mai 1983,
vol. 5, no 5, mai-juin 1982.

Bilan des plaintes et des dossiers d'enquête ouverts en 1981 et 1982 à la Commission des droits de la personne. Points saillants et points de convergence dans ces deux analyses:
les plaintes proviennent le plus souvent du secteur du travail;
la discrimination fondée sur le sexe est le motif le plus invoqué par les victimes;
les plaintes relatives à la discrimination sexuelle dans le secteur du travail ont trait fréquemment au harcèlement sexuel.

- Egalité des sexes sur le marché du travail. Exposé d'une conférence parrainée par le Bureau de la main-d'oeuvre féminine, Travail Canada, Toronto, 17-19 mars 1982. Ottawa, Travail Canada, 1982, 164 p.

Mise au point en ce début de la décennie 80 de la situation des femmes au travail dans le contexte canadien.
Constat des faits, analyse des contraintes et obstacles et discussions sur les avenues de solution en relation avec l'avenir économique du pays et le bien-être des individus.

- LAVIGNE, Marie et Yolande Pinard. Travailleuses et féministes. Montréal, Boréal Express, 1983, 430 p.

Recueil d'articles sur l'histoire du travail salarié féminin et le mouvement des femmes au Québec, depuis le 19e siècle.
Version revue et enrichie de l'ouvrage "Les femmes dans la société québécoise - aspects historiques" édité en 1977 par les mêmes auteures.

- SMITH, Dorothy E. et Naomi Hersom eds. Women and the canadian labour force. Proceedings and papers from a workshop held at the University of British Columbia, in January 1981, to evaluate strategic research needs in women and the canadian labour force. Ottawa, Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, 1982, 588 p. (Document de travail, édition anglaise seulement.)

Réunion de travail formée de plusieurs femmes spécialistes intéressées au dossier de la condition féminine afin de rendre mieux compte des conditions socio-économiques faites aux femmes, d'évaluer et d'orienter par la suite la recherche future sur cette clientèle à l'intérieur de notre système social et économique. Ainsi a-t-on suggéré à la fin des discussions de remplacer le titre actuel du symposium "Women and the Canadian Labour Force" pour celui de "Femmes, économie et production sociale".

- STROMBERG, Ann H. et Shirley Harkess eds. Women working: theories and facts in perspective. Polo Alto, Californie, Mayfield Publishing Co., 1978, 458 p.

Ouvrage de synthèse sur la nature du travail féminin, ses caractéristiques et ses déterminants, de même que ses relations avec les structures sociales, économiques et les organisations mises en place dans notre système: données statistiques sur la main-d'oeuvre féminine, vécu spécifique des femmes dans les différents groupes de professions, débat en sociologie du travail féminin et enfin prospectives en terme d'action et de recherche sur le travail des femmes.

- Travailler au Québec. Actes du colloque annuel de l'Association canadienne des sociologues et anthropologues de langue française (ACSALF: colloque 1980). Laval, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1981, 427 p.

Textes de communications présentés au colloque de l'ACSALF en 1980 portant sur le travail au Québec: l'organisation et la division du travail dans notre système.
Les différents exposés se répartissent selon six grands chapitres:
1) les nouvelles formes d'organisation et de gestion du travail;
2) qualification et formation de la main-d'oeuvre;
3) discrimination et segmentation du marché du travail;
4) dégradation du travail et professions;
5) la bureaucratisation des milieux de travail;
6) l'influence des contextes économiques et technologiques sur les modes d'organisation du travail.

Au troisième chapitre on retrouve trois textes spécifiques aux femmes. Le premier porte sur la discrimination salariale à l'égard des femmes en prenant le cas-type du secteur de la santé (article de Dominique Gaucher). Le second aborde le sujet des femmes dans les professions scientifiques (article de Isabelle Lasvergnas-Grémy). Enfin, le troisième présenté par Evelyne Tardy-Bernard, fait une critique de trois grands courants d'analyse du travail salarié des femmes, soit les théories des droits égaux, de la division sexuelle du travail, et la lutte des classes. L'auteure de l'article privilégie quant à elle, une quatrième hypothèse basée sur l'idéologie du travail d'appoint des femmes.

SOUS-THÈME

LUTTE A LA DISCRIMINATION

Charte des droits et libertés, action positive, harcèlement.

- AGARWAL, Naresh C. "Male-female pay inequity and public policy in Canada and the U.S."
  Relations industrielles, vol. 37, no 4, 1982. pp. 780-803.

  Revue des études empiriques réalisées principalement au Canada et aux Etats-Unis au sujet des inégalités salariales entre les travailleurs de sexe masculin et de sexe féminin.
  Revue aussi des mesures de correction adoptées par les autorités publiques à ce chapitre. Enfin, esquisse des sujets à débattre dans ce dossier tellement controversé, notamment sur le processus d'évaluation des emplois au niveau micro et macro-organisationnel.

- BOULET, Jac-André et Laval Lavallée. Les femmes et le marché du travail: un cadre analytique de recherche. Ottawa, Conseil économique du Canada, 1981, 203 p. (Document no 208)

  Les auteurs proposent un cadre d'analyse de la situation de la femme en regard du marché du travail et des politiques à envisager.
  Le premier vise à cerner les causes, le second à fournir des moyens pour corriger la situation. Les auteurs définissent dans le présent document sept thèmes majeurs auxquels se rattachent plusieurs objets de recherche. Des références bibliographiques réparties selon chacune des questions soulevées sont présentées en annexe.

- DE SEVE, Michel et Marlen Carter. "Les inégalités salariales entre les travailleurs féminins et masculins: effet de qualification ou effet de statut?"
  Recherches sociographiques, vol. 21, no 3, 1980. pp. 253-282.

  Se basant sur une enquête parmi le personnel de la Fonction publique du Québec, le présent article tente d'expliquer les inégalités entre les travailleurs masculins et féminins. L'argumentation des auteurs repose sur l'élément organisationnel des milieux de travail particuliers, de même que leurs mécanismes de gestion des ressources humaines.

- DHAVERNAS, Odile. "Action juridique et lutte contre la discrimination sexiste au Québec."
  La Revue d'en face, no 11, 4e trimestre 1981. pp. 59-72.

  Rédigé pour les lectrices et lecteurs français, cet article fait le point sur le dossier de la discrimination sexuelle au Québec.
  Par le biais des mesures légalistes, l'auteure s'attarde à décrire la Charte des droits et libertés ainsi que l'organisme chargé de sa mise en application, en l'occurence la Commission des droits de la personne (CDP). Toutefois, selon l'auteure, la lutte contre la discrimination sexiste est loin de finir au Québec: bien que la C.D.P. avec ses pouvoirs d'investigation et d'intervention représente certes, un instrument d'action privilégié que s'est donné le gouvernement du Québec, le dossier législatif sur la discrimination sexiste tel que soutenu par les autorités publiques possède un caractère très ponctuel L'auteure rappelle à la fin de son article que des mesures partielles ne valent jamais une politique globale contre la discrimination faite aux femmes.

- OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). Les femmes et l'emploi. Politiques pour l'égalité des chances. Paris, 1980, 166 p.

Rapport d'une conférence organisée par l'OCDE en vue d'examiner les incidences économiques et sociales qui découlent de l'augmentation constante du taux d'activité féminine,et également d'étudier le phénomène de la ségrégation dans l'emploi qui,en dépit des mesures différentes tend à persister. A l'issue de cette réunion fut adoptée une Déclaration sur les politiques en faveur de l'emploi des femmes, en quatorze points, par les ministres du travail et des hauts fonctionnaires des pays de l'OCDE.

- ORNSTEIN, Michael D. L'égalité en milieu de travail. Considérations sur les inégalités de rémunération entre les hommes et les femmes au Canada : résultats d'une enquête effectuée en 1981. Ottawa, Bureau de la main-d'oeuvre féminine, Travail Canada, 1983, 57 p. (Collection "Documents de travail, série A, no 2)

En se servant des données d'un sondage réalisé dans le cadre d'un projet "Qualité de la vie" à l'Université York en Ontario avec le concours du Conseil de recherches en sciences sociales, l'auteur fait extraire et isole tous les éléments relatifs au revenu de l'emploi pour en faire une analyse détaillée de l'objet d'étude titré dans le présent document. (i.e. explication des inégalités de rémunération entre les travailleurs masculins et féminins). Il utilise à cette fin cinq variables affectant le revenu d'emploi des deux sexes et en fait l'analyse de chacune d'entre elles.

Ces variables sont les suivantes:
- capital humain dont l'instruction et l'expérience;
- travail à temps partiel versus travail à plein temps;
- combinaison de la propriété du capital de l'entreprise, de la taille de celle-ci et de la syndicalisation;
- rémunération et proportion des femmes dans des professions et industries déterminées;
- relation de pouvoir dans le milieu de travail.

En conclusion, plusieurs mécanismes contribuent à des degrés divers à l'écart des revenus entre les hommes et les femmes. Selon l'auteur, la cause la plus profonde réside cependant au niveau systémique: elle est reliée à nos structures économiques et sociales.

- PAOLI, Chantal. "Les travailleuses et la maternité: quelques exemples choisis en Europe occidentale."
Revue internationale du travail, vol. 121, janvier-février 1982, pp. 1-17.

Exposé comparatif des mesures adoptées dans divers pays européens à économie de marché afin d'améliorer la protection de la maternité et promouvoir également le droit des femmes au travail. Analyse de l'évolution des objectifs de ces législations à travers le temps: au début à incidence médicale, ces dernières font place progressivement à une reconnaissance de la double fonction parentale et professionnelle exercée par les femmes.

- QUEBEC, (Province) Conseil du statut de la femme, service Action-Femmes. Lois québécoises et canadiennes régissant le congé de maternité et sa rémunération. 2e édition, Québec, 1982, 15 p.

Brochure d'information sur les droits que bénéficient les travailleuses au Québec dans l'exercice de la fonction sociale qu'est la maternité. Edition revue et mise à jour.

- QUEBEC, (Province) Commission des droits de la personne. Le point sur le dossier Harcèlement sexuel à la C.D.P. Montréal, janvier 1982, 12 p.

Article d'information sur le harcèlement sexuel et les pouvoirs d'intervention de la Commission des droits de la personne. La recommandation de la Commission d'amender la Charte des droits et libertés pour y inclure un article rendant illégal le harcèlement est finalement retenue dans le projet de Loi 86 adopté en décembre 1982.

- QUEBEC, (Province) Conseil du statut de la femme.
  1) Mémoire présenté à la Commission permanente de la justice concernant la Charte des droits et libertés de la personne. Québec, 1981, 44 p.
  2) Commentaires du CSF sur le projet de Loi 86, loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne. Québec, 1982, 16 p.

Avis du CSF portant sur les changements prioritaires qui doivent être apportés à la Charte des droits et à son application. Les éléments abordés sont les suivants:
modifications relatives aux avantages sociaux (assurances, régimes des rentes);
l'action positive;
le harcèlement sexuel;
la condition physique (grossesse et apparence physique);
l'âge;
les pouvoirs et devoirs de la Commission des droits de la personne.

- RAMKHALAWANSINGH, Ceta ed. (Un) Equal Pay : Canadian and international perspectives. Toronto, Resources for feminist research/Documentation sur la recherche féministe, O.I.S.E., 1979, 143 p. (Special publication no 7)

Numéro thématique sur l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes, réalisé par l'équipe de la revue Documentation sur la recherche féministe. Les différents articles de ce dossier thématique ont trait à la législation, aux politiques et stratégies affectant la rémunération des femmes et ce, dans le cadre de la Loi canadienne des droits de la personne d'une part, et de la Charte québécoise des droits et libertés d'autre part. D'autres textes offrent également une analyse comparative des législations en vigueur dans certains pays d'Europe. Une analyse de la problématique ainsi que des contradictions, faiblesses et lacunes au niveau des principes et des pratiques d'égalisation des salaires.

- RATNER, Ronnie Steinberg ed. Equal employment policy for women. Strategies for implementation in the U.S., Canada, and Western Europe. Philadelphie, Temple University Press, 1980, 520 p.

Collection d'articles revus, corrigés et adaptés aux questions de l'heure relativement au dossier sur l'égalité en emploi pour les femmes. Ces articles ont fait l'objet d'une présentation lors du colloque intitulé "The Wellesley Conference on Equal Pay and Equal Opportunity Policy for Women, 1978". Collection qui nous offre une vue d'ensemble du sujet qui nous intéresse, soit l'égalité au travail pour les femmes. Elle nous permet de voir l'évolution des objectifs que se sont fixés les groupes défenseurs de ce principe. Du concept initial formulé en des termes d'égalité des chances en emploi, on est arrivé à l'heure actuelle à défendre l'objectif de l'égalité salariale et de façon plus large celui de l'égalité en emploi.
En faisant état des diverses expériences réalisées au Canada, aux Etats-Unis et dans certains pays de l'Europe occidentale, cette collection d'articles nous permet d'identifier et de comparer les différentes stratégies et pratiques d'égalité des sexes en milieu de travail. Concrètement, ces auteurs ont voulu nous signifier la portée réelle de la lutte pour l'action positive en faveur des femmes que sous-tend le principe d'égalité en emploi (référence à la discrimination systémique que subissent les femmes dans notre société), et de la lutte pour une réorganisation de notre système social et économique (référence aux responsabilités familiales qui incombent aux mères et aux femmes, et référence à la dichotomie entre le privé (économie domestique) et le public (économie marchande).

- SIMARD, Carolle. "Les mesures égalitaristes en emploi: le début ou la fin d'une illusion."
Revue canadienne de science politique, vol. 16, no 1, mars 1983. pp. 103-114.

L'auteure du présent article demeure sceptique quant aux résultats obtenus en matière d'égalité en emploi pour les femmes en milieu de travail. Les mesures de rattrapage telles le perfectionnement, le recyclage ou autres s'avèrent utiles dans certains cas. Elles revêtent même un caractère urgent en regard du contexte actuel de mutation technologique. Mais elles ne sont pas gage de réussite pour autant. Selon l'auteure, il existe des causes plus profondes relevant du "construit socio-culturel" qui empêchent l'atteinte des objectifs en la matière. Ces causes sont reliées à la dualité du marché du travail, à la division sexuelle du travail, et au sexisme institutionnel.

- SWAN, Judith. "The law relating to equal remuneration for work of equal value: international and canadian perspectives."
dans: Civil liverties in Canada: entering the '80s. G.L. Gall ed.
Toronto, Butterworths, 1982, chapitre 5, pp. 119-149.

L'auteure fait une comparaison des législations en matière d'emploi, notamment celles qui reconnaissent et défendent le principe d'une "rémunération égale pour un travail équivalent", adoptées au Canada, aux Etats-Unis et dans plusieurs autres pays désignés par l'O.I.T. (Organisation internationale du travail). Devant les multiples effets résultant de l'application de ces législations, l'auteure tente de cerner les limites et les contraintes que subissent les autorités publiques en la matière. Elle formule également des questions en terme de défis à relever tant de la part du gouvernement que des entreprises, syndicats, et même des employés(ées), afin d'en arriver à un consensus autour du principe défendu dans ces lois et au niveau des pratiques qui découlent de leur application.

SOUS-THÈME

FORMES D'EMPLOI PRÉCAIRE ET LES NON-SYNDIQUÉES

Immigrantes, travail au noir, travail à domicile, syndicalisation.

- ARCHAMBAULT, Hélène. "Le goulag des midinettes."
  Actualité, décembre 1981. pp. 115-120.

  Article sur le travail au noir réalisé essentiellement dans le secteur du vêtement pour dames impliquant presque exclusivement les femmes. Phénomène critique en raison des mauvaises conditions de travail réservées à la main-d'oeuvre féminine. Phénomène qui tend aussi à s'amplifier aux dires des spécialistes mais dont les solutions tardent à venir.

- ARMSTRONG, Pat et Hugh Armstrong. Une majorité laborieuse; les femmes qui gagnent leur vie, mais à quel prix. Ottawa, Conseil consultatif canadien de la situation de la femme, 1983, 329 p.

  Basée sur une enquête menée auprès d'un échantillon de travailleuses, cette monographie dépeint le portrait-type des femmes salariées en emploi ou en chômage au Canada: une situation à cerner en vue de trouver des solutions appropriées.

- "Au coeur de la classe ouvrière, des femmes qui luttent."
  Vie ouvrière, vol. 31, no 152, mars 1981. 64 p.

  Numéro thématique sur la condition économique des femmes au Québec et étude de quelques expériences alternatives initiées par des femmes et des groupes de femmes dans leur milieu, au travail et au foyer.

- CORNISH, Mary et Laurell Ritchie. Getting organized: building a union.
  Toronto, Women's Press, 1980, 224 p.

  Manuel d'éducation syndicale préparé à l'intention de deux groupes de travailleuses, en particulier les employées de bureau et les immigrantes.

- JEAN, Diane et Jean-François Guilloteau. Le travail à domicile dans le vêtement pour dames. Enquête auprès des travailleuses à domicile inscrites au Comité paritaire du vêtement pour dames. Québec, Centre de recherche et de statistiques sur le marché du travail, 1982, 146 p.

  Comme son titre l'indique, il s'agit dans le cas présent d'une recherche menée auprès d'un échantillon limité des travailleuses de l'industrie du vêtement dont les noms proviennent du Comité paritaire chargé d'appliquer le décret régissant cette forme de travail: portrait socio-économique et conditions de travail de cette main-d'oeuvre féminine.

- LIPSIG-MUMME, Carla. "Le travail à domicile:
  1) Un retour à l'époque présyndicale.
  2) L'UIOVD et le travail fantôme."
  Le Devoir, 25 janvier 1982. p. 13
  26 janvier 1982. p. 13

  Série de deux articles portant sur l'impact du travail à domicile sur le mouvement syndical au Québec et par ricochet, sur l'ensemble des travailleuses et des travailleurs.
  Se basant sur ses connaissances du milieu industriel (entreprises manufacturières du vêtement pour dames), là où se pratique et se développe à bon marché le travail à domicile, l'auteure s'interroge sur les pouvoirs de contrôle que

Lipsig,Mumme, Carla (suite)

détient le syndicat représentant de ce secteur de travail, en l'occurence l'UIOVD (Union internationale des ouvrières du vêtement pour dames). Elle pose également des questions reliées au développement à court et à moyen terme de l'industrie du vêtement et de celle des communications qui ne peuvent échapper à l'influence des nouvelles technologies. Quel sort réservera-t-on aux travailleurs et surtout aux travailleuses étant donné leur grand nombre dans ces types d'industries, et quel rôle les syndicats devraient-ils exercer au nom de leurs membres?

- QUEBEC, (Province) Conseil du statut de la femme. Syndicalisation: droit à acquérir, outil à conquérir. Etude sur les travailleuses non-syndiquées au Québec. Québec, 1981, 275 p.

Monographie sur les conditions de travail des femmes non-syndiquées au Québec: statistiques, occupations par industrie, travail au noir, travail à domicile, les immigrantes, les non-syndiquées versus les syndiquées.

- QUEBEC, (Province) Conseil du statut de la femme. Le travail à temps partiel: une mesure d'égalité en emploi ou d'inégalité en emploi. Québec, 1982, 46 p.

Position du C.S.F. sur le travail à temps partiel dans le contexte de la crise économique, à l'annonce des intentions du gouvernement du Québec d'en favoriser son développement.

- SHAVER, Fran. "Le travail à temps partiel: les femmes y perdent toujours." Perception, vol. 6, no 2, novembre-décembre 1982. pp. 7-8.

Court article d'analyse sur le travail à temps partiel et ses effets sur la main-d'oeuvre féminine.

- "Le travail à temps partiel: le débat est porté sur la place publique." Le Journal du travail (ministère de la Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu du Québec), novembre 1982. pp. 4-7.

Compte rendu des mémoires présentés par divers groupes de différents milieux, à l'occasion de la tenue des audiences publiques organisées par la Commission fédérale d'enquête sur le travail à temps partiel, sous la présidence de Madame Joan Wallace, les 16 et 17 septembre 1982 à Montréal.

- WHITE, Julie. Les femmes et le travail à temps partiel. Ottawa, Conseil consultatif canadien de la situation de la femme, 1983, 178 p.

Recherche sur la forme du travail à temps partiel et la situation de la main-d'oeuvre féminine au Canada. Insistance sur le rôle et les responsabilités des syndicats d'une part, par le biais de la négociation et d'autre part, celui du gouvernement par son pouvoir de législation, afin de faire avancer le sort de ces travailleuses.

- Travail Canada. Bureau de la main-d'oeuvre féminine. Les canadiennes et la législation relative au travail, 1981. Ottawa, 1982, 67 p. (Document relié tête-bêche)

Brochure d'information contenant une brève description des lois, règlements ou articles pertinents relatifs à la protection des droits des femmes en emploi, au Canada et dans les provinces.

ATELIER 4

DÉMYSTIFIER LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

- Politique du plein emploi.
- Orientation des politiques économiques : chômage, création d'emplois, travail marchand versus travail non-marchand.

SOUS-THEME

POLITIQUE DU PLEIN EMPLOI

- BELLEMARE, Diane et Lise Poulin-Simon. Le plein emploi: pourquoi? Montréal, Presses de l'Université du Québec / UQAM (LABREV) / Institut de recherche appliquée sur le travail, 1983, 273 p.

La présente étude traite des questions reliées au chômage, à l'emploi et au revenu. Ses auteures font un examen critique des théories traditionnelles d'explication du phénomène du chômage dans les pays industrialisés. Elles s'interrogent également sur les effets des politiques économiques et sociales poursuivies actuellement par nos gouvernements fédéral et provincial sur la condition des travailleuses et des travailleurs. Pour illustrer davantage les conséquences du chômage sur les individus et sur notre société entière, les auteures ont effectué en plus, un sondage auprès de la population du Québec relativement à leur perception et à leur comportement face aux problèmes du chômage et de l'emploi. Les auteures ont suggéré et ont soutenu à la fin de leurs travaux une politique du plein emploi comme solution à la crise économique actuelle. Une large part de cette politique rejoint les préoccupations des travailleuses et de la population féminine. Mais l'on sait que cette politique qui met l'accent sur la lutte contre le chômage, se heurte vivement à un sérieux adversaire, celui du groupe des monératistes qui prônent à l'opposé la lutte à l'inflation et qui par ailleurs, ont reçu des appuis non moins importants de la part de nos gouvernements. Il nous reste donc à espérer que le tir soit bientôt réajusté... dans un sens favorable aux femmes.

- BELLEMARE, Diane. Spécificité du chômage chez les groupes. (A paraître)

Recherche en cours au LABREV (Laboratoire sur la répartition et la sécurité du revenu) de l'Université du Québec à Montréal, préparée à la suite du livre intitulé "Le plein emploi: pourquoi?" paru en 1982 aux Presses de l'Université du Québec, et dont les auteures sont Diane Bellemare elle-même et Lise Poulin-Simon.
Etant donné l'intérêt qu'on accorde à la stratégie du plein emploi que défendent également ces auteures, nous ne pourrions certes négliger l'étude sur le chômage en question. La recherche de Diane Bellemare serait sans doute très utile pour nous car, en faisant des femmes l'objet d'une analyse spécifique, elle nous aiderait à actualiser et à cerner davantage la condition économique des femmes au Québec.

- BEST, Fred. Work sharing: issues, policy options and prospects. Michigan, W.E. UpJohn Institute for Employment Research, 1981, 204 p.

La présente monographie traite de la question du travail partagé. Ce concept en est un relativement nouveau, il est caractéristique de la situation du marché du travail dans les pays capitalistes hautement industrialisés.
Dans cet ouvrage, l'auteur cherche à attirer notre attention sur le concept en question. Il nous le présente comme une sorte d'idée nouvelle qui fait son apparition dans notre société, devant les graves difficultés économiques que nous rencontrons. Il fait aussi référence, à l'intérieur de cette notion du travail partagé, à une sorte de volonté collective de réduire le temps de travail dans le but d'abaisser le taux de chômage et de créer des emplois.
En regard de cette idée nouvelle qui semble être appréciée par des employeurs et même par des gouvernements, l'auteur opte pour une analyse détaillée de son objet d'étude dans le souci d'élargir et de rendre le débat sur la question plus cohérent. Il a donc procédé de façon systématique à l'analyse des

Best, Fred. (suite)

facteurs social, économique et technique qui puissent influencer ledit concept. L'étude de Fred Best pourrait servir d'éclairage à notre dossier sur les femmes au travail, notamment au chapitre des enjeux et des effets d'une éventuelle réorganisation du travail sur la condition féminine.

- La crise économique et sa gestion. Actes du colloque de l'Association d'économie politique, tenu à l'Université du Québec à Montréal, les 25 et 26 septembre 1981. Montréal, Boréal Express, 1982, 256 p.

Recueil de textes de conférence revus et augmentés, publié sous la direction de Gilles Dostaler à l'U.Q.A.M. Ces textes ont été présentés à l'occasion d'un colloque organisé pour la première fois par l'Association d'économie politique, et auquel ont participé plusieurs intervenants de milieux très variés: monde de l'enseignement, de la recherche, mouvement syndical et groupes populaires.
La dernière crise économique (du début des années 80) fut l'objet de discussion par les participants(es): on en a fait une analyse structurelle, et l'on a discuté des politiques qui ont été adoptées par les autorités publiques dans la gestion de cette crise. Les divers intervenants ont aussi exprimé leur vision quant à la façon d'entrevoir et quant aux moyens à prendre pour sortir de la crise et ce, à l'avantage des travailleurs(ses) et des membres des classes populaires.
Parmi les exposés du colloque, on en retrouve un qui concerne de près les femmes et qui représente un sujet d'intérêt pour notre atelier sur le développement économique. Il s'agit du texte présenté par Diane Bellemare et Lise Poulin-Simon dans lequel ses auteures ont traité de la question du chômage et ont avancé la stratégie du plein emploi comme solution à la crise.

- MUELLER, Marnie W. "Applying human capital theory to women's changing work patterns."
Journal of social issues, vol. 38, no 1, 1982. pp. 89-95.

L'auteure du présent article fait une critique de la théorie traditionnelle du capital humain en science économique dont on se sert généralement pour déterminer les modèles de rémunération de la main-d'oeuvre. Concrètement, cela veut dire qu'en échange d'une production quelconque en biens ou en services, l'entreprise va rétribuer son employé(e) selon la valeur intrinsèque de l'individu. Cette valeur est déterminée par la scolarité, l'âge, l'équation qualification/emploi, et les expériences de travail accumulées par la personne. En regard de la théorie du capital humain, l'auteure nous rappelle que celle-ci ne joue guère en faveur des femmes. Elle nous démontre que le cheminement de carrière chez les femmes ainsi que leur mode de participation au marché du travail sont loin de correspondre au modèle projeté dans la théorie en question. Après avoir souligné plusieurs aspects de la problématique du travail des femmes (i.e. services rendus à la famille, engagement au niveau des activités communautaires, intégration et retrait du marché du travail sur une période plus ou moins longue pour des responsabilités parentales, discontinuité dans l'âge en raison de ces interruptions périodiques) l'auteure suggère à la fin de son article que d'autres types de recherche en rémunération soient effectuées sur la base des conditions de vie des femmes. Elle suggère ni plus ni moins une réorientation de la théorie du capital humain et l'inclusion de la main-d'oeuvre féminine active et potentielle dans la structure du marché du travail et du développement économique.

- Le plein emploi à l'aube de la nouvelle révolution industrielle. XIIe colloque des relations industrielles, 1981. Montréal, Université de Montréal, Ecole des relations industrielles, 1981, 198 p. (Publication annuelle, no 12)

Recueil des exposés du colloque organisé par l'Ecole des relations industrielles de l'Université de Montréal au cours de l'année 1981. L'objet de discussion par ses participants(es) fut centré sur la récente crise économique et sur les perspectives d'avenir de l'après-crise. Plusieurs spécialistes dans le domaine du travail et des relations de travail au Québec ont fait valoir à cette occasion, leur point de vue sur le sujet. Ils ont également abordé les questions stratégiques issues de la récession économique et de la révolution technique des années 80.
A noter en particulier dans ce recueil, les deux exposés de deux femmes spécialistes dont Jeanine McNeil dans "Les changements dans l'offre de travail" et Monique Frappier-Desrochers dans "La nature des nouveaux emplois". Ces exposés sont enrichissants pour nous. Ils contiennent plusieurs éléments d'information et alimentent notre réflexion sur la condition des femmes au travail dans un contexte nouveau du développement économique.

SOUS-THÈME

ORIENTATION DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES

Chômage, création d'emplois, travail marchand versus travail non-marchand.

- ARMSTRONG, Pat et Hugh Armstrong. Job creation and unemployment for canadian women. Ottawa, Institut canadien de recherches pour l'avancement de la femme, 1980, 46 p. (Collection Travaux de recherches/Working Papers)

Ce document préparé à l'occasion d'un colloque intitulé "The NATO Symposium Women and the World of Work" tenu au Portugal, du 4 au 8 août 1980, a été repris et édité par l'ICRAF (Institut canadien de recherches pour l'avancement de la femme) dans la série des travaux de recherches.
La présente étude a pour objet l'analyse de la main-d'oeuvre féminine canadienne en regard de la structure du marché du travail, et en regard des politiques d'emploi du gouvernement fédéral. Comment les femmes se sont-elles intégrées au marché du travail, quels gains ont-elles enregistré au niveau des emplois, quelles sont les caractéristiques de leur entrée et sortie des circuits économiques? Le phénomène du chômage chez les femmes et la nature des emplois occupés par celles-ci constituent les centres d'intérêt des auteurs de cette étude. Enfin, ces derniers concluent que la situation peu luisante des femmes au travail (i.e. emplois à temps partiel, postes subalternes et très peu rémunérateurs etc.) est fonction de la nature des emplois nouvellement créés. C'est aussi le résultat des orientations prises au niveau des politiques de main-d'oeuvre, et non la résultante d'un choix effectué par les femmes elles-mêmes, c'est-à-dire d'avoir décidé de travailler à l'extérieur et d'occuper ces emplois de seconde zone.

- L'avenir du travail. Un apport au débat public sur l'avenir du travail. Délibérations du colloque international tenu à la résidence Saint-George, au Château de Windsor en Angleterre, parrainé par l'Institut Vanier de la famille et par la résidence Saint-George, les 19, 20 et 21 septembre 1980. Ottawa, Institut Vanier de la famille, 1981, 70 p.

Textes de réflexion sur le "travail" dans nos sociétés contemporaines.
1) Travail relié à un emploi et le travail: deux réalités différentes.
2) Les questions de l'emploi, du chômage et du revenu: considérations différentes et interrelations entre ces différents phénomènes.
3) Réflexions sur l'éthique du travail et sur son avenir.
Les trois sous-thèmes explicités dans ce document-synthèse du colloque, concernent de près le travail des femmes et répondent au sujet d'intérêt de notre atelier quatre portant sur le développement économique et la condition féminine.

- "Caisse d'économie des femmes: 2e anniversaire."
Le Droit, 23 septembre 1982. p. 2

Cet article de presse souligne le second anniversaire de la mise sur pied de la Caisse d'économie des femmes dans la région d'Ottawa. Il sert également à illustrer un cas-type du pouvoir des femmes sur notre devenir économique. Dans le cas qui nous concerne , en jouant le rôle d'une banque à charte ou celui d'une institution financière, la Caisse d'économie des femmes participe directement à l'essor économique du pays à la seule différence qu'elle finance exclusivement les projets de femmes et qu'elle existe pour les intérêts de sa clientèle féminine.

- CANADA. Emploi et Immigration. L'assurance-chômage dans les années 80. 1981, 141 p.

"Un rapport du groupe de travail sur l'assurance-chômage préparé pour le ministre de l'Emploi et Immigration comme apport au processus de consultation avec les gouvernements provinciaux et les organismes représentant diverses composantes du secteur privé" paru en juillet 1981.
Le présent rapport du groupe de travail sur l'assurance-chômage s'inscrit dans la foulée des préoccupations du gouvernement canadien visant à orienter et à moduler ses politiques économiques selon les besoins de la conjoncture naissante des années 80.

Ce rapport a pour objet la révision du régime canadien d'assurance-chômage, ce dernier considéré comme étant une mesure de protection du revenu pour les travailleuses et les travailleurs, et une des dimensions de la politique du marché du travail.
Après avoir dressé un constat du système instauré depuis 1940, le groupe de travail étudie les modifications qui s'imposeraient. Il identifie également les nouvelles orientations à donner au régime canadien.
Note: les effets sur les femmes résultant des différents éléments du système d'assurance-chômage ne sont pas réunis dans un chapitre distinct. Ils sont plutôt analysés à l'intérieur des différents chapitres thématiques dont entre autres, le chapitre 5 "Rôle de l'assurance-chômage vis-à-vis le marché du travail", chapitre 7 "Normes d'admissibilité et structure des prestations", chapitre 8 "Prestations spéciales de maternité, de maladie et de retraite", chapitre 11 "Liens entre l'assurance-chômage et d'autres programmes liés au marché du travail".

- DALE, Patricia. Des femmes et des emplois. La stratégie d'emploi du gouvernement fédéral et son effet sur les femmes. Ottawa, Conseil consultatif canadien de la situation de la femme, 1980, 128 p.

La présente étude fait l'examen de la situation économique des femmes au Canada par le biais des programmes et politiques d'emploi adoptés par le gouvernement fédéral. Le document comprend trois parties:
Chapitre 1: "Historique des structures de l'emploi." Figure dans ce chapitre une analyse historique des emplois qui ont été créés depuis les années 60 jusqu'en 1978, dans les secteurs privé et public: nature, volume et répartition des emplois selon le sexe.
Chapitre 2: "Les programmes de main-d'oeuvre du gouvernement fédéral et les femmes."
Une description et une analyse des effets des différents programmes de main-d'oeuvre sur les femmes forment l'essentiel du second chapitre (programmes de formation, de mobilité de la main-d'oeuvre, de subventions aux entreprises, et programmes destinés à des groupes sociaux, dont les femmes entre autres).
Chapitre 3: "Une stratégie d'emploi pour les femmes."
Dans ce troisième chapitre, l'auteure formule certaines principales considérations relatives à une stratégie d'emploi pour les femmes q'un gouvernement responsable se doit de tenir compte: la double tâche chez les femmes, le sexisme en matière d'orientation professionnelle, les ghettos d'emploi et l'absence des femmes dans les secteurs d'emploi nouveaux reliés à la haute technologie des années 80.

- Exploring work and income opportunities in the 1980's. Our future in the informal economy. Proceedings of a VIF (Vanier Institute of Family) Seminar held at Echo Valley Lodge, Fort qu'Apelle, Saskatchewan, 23-25 octobre 1979. Ottawa, Institut Vanier de la famille, 1979, 50 p.

Le débat faisant l'objet du colloque de l'Institut Vanier de la famille portait essentiellement sur les questions de l'emploi et sur la relation qui puisse exister entre les secteurs économiques formel et informel.
Dans le secteur des emplois, les participants(es) ont formulé des questions en terme de défis à relever pour les années 80 par les pays industrialisés. On s'est demandé dans quelle mesure les autorités publiques vont-elles réussir à créer des emplois et à assurer un revenu décent pour tous, alors que ne cesse d'augmenter le taux de chômage, et que ne cesse de développer le travail au noir dans ces mêmes pays?
C'est en développant et en cherchant des réponses aux questions reliées au chômage et à la sécurité du revenu des individus que les participants(es) dudit colloque ont trouvé la solution du côté de l'économie informelle. Ce secteur économique, depuis longtemps ignoré par nos gouvernements, a besoin d'être pris en considération en raison de l'énorme richesse que procurent ses activités, lesquelles se retrouvent principalement au niveau familial et communautaire. (La production domestique fait donc partie intégrante de l'économie informelle et en ce sens, l'orientation qu'a pris le débat au présent colloque concerne de près la condition féminine.)

- "Les femmes et l'économie/Women and the Economy."
Cahiers de la femme, vol. 3, no 4, été 1982. pp. 5-120.

Numéro thématique sur la participation des femmes à la vie économique.
Le dossier est composé de plusieurs articles portant sur des sujets très variés:
- la situation économique des femmes au foyer, des femmes à la retraite, et des groupes particuliers tels les femmes autochtones et autres;
- l'attitude des femmes face à l'argent;
- la situation des femmes sur le marché du travail;
- la valeur et la contribution du travail "invisible" des femmes au foyer et des femmes collaboratrices;
- le portrait des femmes d'affaires et des femmes gestionnaires;
- l'étude des politiques économiques et l'examen de leurs effets sur les femmes au Canada.

L'ensemble de ces articles nous permet de faire un constat de la situation actuelle des femmes dans notre société et d'engager également des réflexions sur le pouvoir que détiennent les femmes dans la vie économique et sociale.

- ROSS, David P. Pour une économie humaine. Exposé à l'occasion d'un congrès sous le thème: "Une société non sexiste." Montréal, Université McGill, mars 1980, 25 p.

L'auteur du présent texte préconise une réorientation des politiques économiques traditionnelles poursuivies par nos gouvernements. Il demande que l'on tienne compte de la productivité humaine dans le volume global des richesses d'une société donnée. Selon lui, l'économie et son degré de rentabilité ne peuvent être mesurés uniquement par le profit et en fonction de sa valeur marchande. Bien des activités réalisées au niveau domestique et communautaire sont utiles et productives pour la société mais dont la valeur est ignorée par la plupart d'entre nous. Il s'agit donc de redéfinir l'économie sur une base plutôt différente, en prenant en considération toutes les activités qui sont produites par les femmes et par les hommes dans notre société.

- ROSS, David et Peter Usher. "L'économie informelle: la grande oubliée des lignes de conduites publiques?"
  Transition (Institut Vanier de la famille), mars 1983. pp. 9-12.

Les auteurs font introduire dans ce court article deux types de régime économique qui forment la base même de notre économie: le secteur des activités du marché appelé aussi secteur commercial, et celui des activités dans lequel les biens et services produits ne sont nullement rétribués monétairement. Le premier secteur appartient à l'économie formelle où toutes les activités sont comptabilisées, le second relève de l'économie dite informelle où les activités sont échangées au niveau domestique et communautaire. En raison de l'interaction entre ces deux régimes économiques, les auteurs demandent aux autorités publiques d'assurer l'équité dans la redistribution du revenu national entre les secteurs formel et informel. Concrètement, les auteurs veulent amener l'Etat à reconnaître l'existence de l'économie informelle et invisible. Ils lui demandent aussi de soutenir le développement de ce secteur d'activités dont la nature d'ordre plutôt social, dépasse les impératifs strictement économiques qui caractérisent l'économie du marché.

ATELIER 5

SORTIR DE L'INSÉCURITE ÉCONOMIQUE

- Perspectives d'emplois rémunérateurs : métiers non traditionnels, orientation des jeunes, recyclage, réinsertion sur le marché du travail, reconnaissance des acquis.
- Programmes de soutien du revenu : réforme de l'aide sociale, politiques de réinsertion sur le marché du travail.

SOUS-THÈME

PERSPECTIVES D'EMPLOIS RÉMUNÉRATEURS

Métiers non-traditionnels, orientation des jeunes, recyclage, réinsertion sur le marché du travail, reconnaissance des acquis.

— BETCHERMAN, Gordon. Les besoins en main-d'oeuvre qualifiée: résultats de l'enquête sur les ressources humaines. Ottawa, Conseil économique du Canada, 1982, 101 p.

Enquête visant d'une part à préciser la nature et l'ampleur des pénuries en main-d'oeuvre spécialisée au Canada, et d'autre part, à identifier les stratégies qu'adopteraient les divers employeurs dans le recrutement et dans la formation des ressources humaines dont ils ont besoin.

— CANADA. Comité spécial sur les perspectives d'emploi pour les années 80. Du travail pour demain: les perspectives d'emploi pour les années 80.

Rapport du groupe de travail parlementaire à la Chambre des communes sur les perspectives d'emploi au Canada: les professions nouvelles, les métiers en progression ou en régression, les secteurs prometteurs ou stagnants, les champs de formation en développement...
Des centaines de groupes et associations à travers le Canada ont participé et ont soumis leur mémoire tout au long des travaux du Comité. Ces différents documents ont fait l'objet de compilation en une série de trente-six volumes, disponible à la Bibliothèque du Parlement du Canada.
On note entre autres les mémoires de:
AFEAS. Mémoire concernant les perspectives d'emploi pour les années 80. Montréal, février 1981, 21 p.;
Action-travail des femmes. Les femmes, les métiers non-traditionnels et les politiques des centres de main-d'oeuvre. Montréal, février 1981, 10 p.;
Fédération des femmes du Québec. Conseil régional de Jonquière. Mémoire... Octobre 1980;
Conseil consultatif canadien de la situation de la femme. Les métiers en pénurie de main-d'oeuvre spécialisée... Ottawa, janvier 1981;
Mémoires de plusieurs autres organismes féminins des provinces.

— CANADA. Conseil consultatif canadien de la situation de la femme. Les métiers en pénurie de main-d'oeuvre spécialisée: de nouvelles perspectives d'emploi pour les femmes. Mémoire au groupe de travail parlementaire sur les perspectives d'emploi pour les années 80. Ottawa, 1981, 32 p.

Mémoire du CCCSF au gouvernement fédéral sur la situation des femmes au travail dans le contexte d'une nouvelle révolution technique: voie de solutions pour les femmes dans le secteur des emplois d'avenir.

— CANADA. Emploi et Immigration. L'évolution du marché du travail dans les années 80. Ottawa, 1981, 267 p.

"Rapport du groupe d'étude de l'évolution du marché du travail (Task Force on Labour Market Development) préparé comme apport au processus de consultation avec les gouvernement provinciaux et les organismes représentant diverses composantes du secteur privé" remis au ministre Axworthy, dont l'objectif est de faire une mise au point de la structure du marché du travail canadien dans les années 80.
Trente-sept études techniques ont été préparées à l'intention du groupe d'étude en tant que documents de base pour la rédaction du rapport "L'évolution du marché du travail dans les années 80".

Parmi celles-ci, on en retrouve quelques-unes ayant trait directement aux femmes:

Document numéro 5: Issues concerning the role of native women in the Winnipeg Labour Market, par Srewart J. Clatworthy.

Document numéro 8: A review of women's participation in the non-traditional occupations, par Leah Cohen.

Document numéro 22: La femme et la microplaquette/Women and the chip, par Heather Menzies.

Document numéro 23: Etudes de cas en informatique/Information Case Studies (documentation supplémentaire au numéro 22), par Heather Menzies.

Document numéro 29: Affirmative action as an effective labour market planning tool of the 1980s, par Rhys D. Phillips.

Document numéro 36: Women in the canadian labour market, par Carole Swan.

Ces différents documents sont disponibles à la Commission de l'emploi et de l'immigration Canada,
140, Promenade du Portage
Ottawa K1A 0J9 Tel: 994-6313

— CANADA. Emploi et Immigration. La femme de retour au travail. Ottawa, 1982, 20 p.

Brochure-guide à l'intention des femmes qui désirent planifier leur retour au travail: conseils sur les démarches à effectuer dans le cadre d'une méthode dynamique de recherche d'emploi.

— Conseil des sciences du Canada. Qui fait tourner la roue? Compte-rendu d'un atelier sur "Les femmes et l'enseignement des sciences au Canada" organisé par le Comité de l'enseignement des sciences auprès du Conseil. Ottawa, 1982, 149 p.

Statistiques sur la proportion des étudiants de sexe masculin et de sexe féminin inscrits dans les programmes d'études en sciences au Canada. On constate que les femmes brillent par leur absence dans la catégorie des professions scientifiques. Comment expliquer alors cet écart si marqué de participation de la part des filles et des femmes? C'est à cette question que tentent de répondre plusieurs spécialistes lors d'une table-ronde organisée par le Comité de l'enseignement des sciences du Conseil des sciences du Canada.

— Conseil économique du Canada. Pénuries et carences: travailleurs qualifiés et emplois durant les années 80. Ottawa, 1982, 140 p.

Prévisions et analyse du Conseil économique relativement au développement à moyen terme du marché au Canada: nature et volume des activités nouvelles et des secteurs en croissance durant les années 80. Conditionnellement aux besoins du marché, on identifie ensuite la nature des demandes en main-d'oeuvre que recherche les entreprises dans la réalisation de leurs activités.

— EcKART, Dennis R. "Microprocessors, women, and future employment opportunities."
International Journal of Women's Studies, vol. 5, no 1, janvier-février 1982. pp. 47-57.

La technologie, les puces et les femmes sur le plan de l'emploi. Recommandations pour une politique d'éducation et de formation adaptée à cette clientèle.

— FRANCE, ministère des Droits de la femme. Des femmes et des métiers non-traditionnels. Catalogue d'exposition. 1983, 60 p.

Catalogue de photographies réalisées par Janine Niepce pour une exposition organisée par le ministère français des Droits de la femme, au cours de l'année 1983, dans le cadre d'un programme de désexisation du marché du travail.

— Organisation internationale du travail. Diversifier l'emploi des femmes: un leurre ou l'amorce d'une vraie évolution? Genève, 1980, 18 p.

Brève analyse de la situation des femmes en emploi dans certains pays industriels à économie de marché: les mesures prises pour contrer la ségrégation professionnelle et occupationnelle et leurs résultats respectifs. Tentative d'évaluation de ces mesures, basée sur les éléments de formation, les secteurs d'emplois futurs et le sexisme institutionnel.

— QUEBEC, (Province) ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu. Centre de recherche et de statistiques sur le marché du travail. Surplus et pénuries de main-d'oeuvre au Québec pour 1984: diagnostic par région administrative et par groupe professionnel. Québec, 1982, 201 p.

Prévisions à court terme (soit pour 1984) des demandes en main-d'oeuvre au Québec et par région administrative.
Les données de cette étude statistique nous permettraient d'en faire une application sur la main-d'oeuvre féminine et d'en tirer une évaluation de la situation actuelle des femmes au travail. La solution aux problèmes percutants en matière de formation et d'orientation des femmes est essentielle dans le contexte des nouveaux emplois.

— SCHOM-MOFFATT, Patti et Cyntia Dame Telfer. Women and work: introduction to non-traditional work. Ottawa, Institut canadien de recherches pour l'avancement de la femme, 1980, 30 p.

Etude de cas auprès des participantes au programme INTO (Introduction to non-traditional occupations) parrainé par les Centres de main-d'oeuvre du Canada et dispensé dans divers établissements d'enseignement en Ontario: mesure de leur intérêt, de leur perception et des difficultés qu'elles rencontrent.

— WILSON, Jean et al. "A comparison of non-traditionnal and traditional career women."
Vocational Guidance Quarterly, vol. 31, no 2, décembre 1982. pp. 109-117.

Comparaison entre deux groupes de travailleuses oeuvrant dans des occupations de nature différente: le premier dans des emplois féminins "typiques" et le second dans les métiers non-traditionnels. Analyse respective des facteurs qui influencent le choix de carrière et des difficultés qui entourent l'exercice de leur profession.

SOUS-THÈME

PROGRAMMES DE SOUTIEN DU REVENU

Réforme de l'aide sociale, politiques de réinsertion sur le marché du travail.

— Action-travail des femmes. Les femmes, les métiers non-traditionnels et les politiques des centres de main-d'oeuvre. Mémoire présenté le 2 février 1981 au Groupe de travail parlementaire sur les perspectives d'emploi pour les années 80. 1981, 10 p.

Critique des politiques discriminatoires appliquées dans les Centres de main-d'oeuvre du Canada en matière de formation professionnelle. Recommandations axées sur la formation de la clientèle des femmes adultes dans le secteur des emplois non traditionnels et revendication pour un programme d'action positive en milieu de travail.

— BOUCHER-GUERIN, Solange et Djamila Ould-Kada. Le problème de la réinsertion sociale et professionnelle de la femme du 2e âge à travers l'expérience de Nouveau Départ. Montréal, Université de Montréal, Département de sociologie, 1981, 206 p.

Il s'agit dans le cas présent d'une thèse conjointe de 2e cycle en Sociologie déposée à l'Université de Montréal.
Le travail consiste essentiellement à analyser les résultats obtenus dans le cadre du programme expérimental de Nouveau Départ dont le but est orienté vers la réinsertion sociale et professionnelle des femmes de 35-55 ans. A l'aide des questionnaires et exercices complétés par les femmes elles-mêmes, on essaie de mesurer l'évolution des objectifs initiaux que se sont fixées les participantes au moment de leur entrée, et le degré d'atteinte de ces objectifs au moment de leur départ.

— GAUTHIER, Pierre et al. Mères et enfants de famille monoparentale. Montréal, Ecole de psycho-éducation, Université de Montréal, 1982, 251 p.

Recherche subventionnée par le ministère des Affaires sociales, ayant pour objet d'analyse la situation socio-économique de la famille monoparentale et ses répercussions sur l'intégration sociale des enfants (les données de recherche proviennent essentiellement de la région de Montréal).

— LAVIGNE, Chantal. Rapport de l'expérience de relance sociale. Montréal, Conseil de la santé et des services sociaux de la région de Montréal métropolitain (CSSMM), 1982, 177 p.

Evaluation de l'expérience menée par le CSSMM dans le cadre du programme de retour au travail des femmes chefs de famille bénéficiaires de l'aide sociale.

— LEFEBVRE, Pierre. La révolution tranquille des modes de vie familiaux: une analyse des implications socio-économiques et de l'adéquation des politiques sociales. Montréal, Laboratoire sur la répartition et la sécurité du revenu. Université de Montréal, 1980, 462 p.

L'idée initiale de l'auteur de la présente étude a été d'étudier à fond le phénomène de croissance et l'état de pauvreté des familles monoparentales. Son cadre d'analyse fut graduellement élargi pour aboutir finalement à un exercice critique du concept de bien-être économique des individus et à une tentative d'évaluation des politiques sociales en vigueur au Québec et au Canada.
Cette étude sera par ailleurs rééditée afin de permettre une mise à jour des données statistiques sur les ménages au Québec. Elle sera publiée sous le titre d'un nouveau document intitulé "L'inertie dans la croissance des salaires au Canada."

— NOLET, Guy et Mario Ste-Croix. Les familles monoparentales. Québec, ministère des Affaires sociales, Direction des politiques de la sécurité du revenu, 1980, 52 p.

Portrait socio-économique des familles monoparentales bénéficiaires de l'aide sociale au Québec.
Critique du programme gouvernemental de l'aide sociale et formulation des propositions visant à réduire l'état de pauvreté de ces familles, et par ricochet celui des femmes.

— NOLET, Guy et Sylvie Dillard. Les familles monoparentales et l'accès au marché du travail: un point de vue économique. Québec, ministère des Affaires sociales, Direction des politiques de la sécurité du revenu, 1982, 61 p.

Document élaboré en vue de la révision du programme d'aide sociale du gouvernement du Québec.
On y étudie le comportement de chacun des grands groupes de famille monoparentale (séparés-divorcés, veufs ou célibataires...) à l'égard du marché du travail et on y propose des moyens à mettre en oeuvre en vue de faciliter leur intégration.

— PEARSON, Mary. Le retour: une étude sur les femmes qui réintègrent le marché du travail. Ottawa, Conseil consultatif canadien de la situation de la femme, 1979, 65 p. (Collection La femme et le travail)

Exposé des contraintes et des problèmes que vivent les femmes surtout d'âge moyen ayant été absentes du marché du travail pour assumer des responsabilités essentiellement familiales.

— QUEBEC, (Province) Commission d'étude sur la formation des adultes. Apprendre: une action volontaire et responsable. Québec, Editeur officiel, 1982, 869 p. (Rapport intégral + abrégé)

Enoncé d'une politique globale de l'éducation des adultes dans une perspective d'éducation permanente .(Les femmes représentent un sous-groupe important faisant l'objet d'analyse et de plusieurs recommandations parues dans le rapport de la Commission).

— QUEBEC, (Province) Conseil de planification et de développement du Québec. Les inégalités socio-économiques et le marché du travail. Québec, 1981, 6 volumes. (Collection Etudes et recherches)

V.1: Rapport du Comité sur les inégalités socio-économiques.
V.2: Annexes.
V.3: Avis et recommandations au Premier Ministre.
V.4: Position du Conseil du patronat du Québec.
V.5: Note sur les réactions.
V.6: Revue de presse.
Analyse du marché du travail et de la répartition du revenu selon les groupes sociaux au Québec. Données abondantes sur l'état de pauvreté chez les femmes et recommandations multiples adressées aux différentes instances de pouvoir afin de réduire cet état de fait.

— QUEBEC, (Province) Conseil du statut de la femme.
1) La formation des adultes: les femmes. Mémoire soumis à la Commission d'étude sur la formation des adultes. Québec, 1980, 108 p.

2) La formation des adultes: les femmes. Réactions du C.S.F. au rapport de la C.E.F.A.: "Apprendre: une action volontaire et responsable". Québec, 1982, 45 p.

Mémoires du C.S.F. préparés à l'occasion de la mise sur pied par le gouvernement du Québec d'une Commission d'étude sur la formation des adultes (CEFA) en 1980 sous la présidence de Madame Michèle Jean: critique des éléments discriminatoires envers les femmes dans le système actuel, formulation des solutions de rechange et commentaires sur la politique proposée par la Commission dans son rapport final paru en 1982.
On y a analysé six éléments importants contenus dans le rapport de la C.E.F.A. dans l'intention de les porter à la connaissance du gouvernement du Québec:
1) Reconnaissance des femmes comme clientèle-cible;
2) Reconnaissance des acquis;
3) Changements technologiques, fermetures d'usines et licenciements collectifs;
4) Educateurs(trices) d'adultes;
5) Financement du système;
6) Service communautaires volontaires.

— ROSS, David P. Données de base sur la pauvreté au Canada. Ottawa, Conseil canadien de développement social, 1983, 60 p.

Renseignements sur les dimensions de la pauvreté selon de multiples facteurs: la région, l'âge, le sexe, la situation familiale, la résidence rurale/urbaine, la situation à l'intérieur de la population active etc. (Mise à jour annuelle des données.)

— Université du Québec à Montréal (UQAM). Laboratoire sur la répartition et la sécurité du revenu (LABREV).
Recherches et projets de recherche en cours au LABREV dont le champ d'étude répond au sujet d'intérêt de notre atelier portant sur l'insécurité économique des femmes:
1) Modèle de mesure de l'efficacité des politiques sociales au Québec. (Pierre Lefebvre)
2) L'inertie des croissances de salaires au Canada. Réédition de l'étude de Pierre Lefebvre parue en 1980 et intitulée "La révolution tranquille des modes de vie familiaux: une analyse des implications socio-économiques et de l'adéquation des politiques sociales".

— Université du Québec à Montréal (UQAM). Laboratoire sur la répartition et la sécurité du revenu (LABREV) et Conseil du statut de la femme. La condition économique des femmes au Québec. Québec, Editeur officiel du Québec, 1978, 2 volumes. (Collection Etudes et dossiers, La documentation québécoise)

Volume 1: L'exposé de la question.
Volume 2: L'évaluation de la réponse apportée par l'Etat.

Analyse descriptive de la condition économique des femmes au Québec, et critique de certaines politiques de redistribution de l'Etat traduites par l'application de divers programmes qui ne répondent pas tous aux objectifs d'équité défendus par les femmes.

ATELIER 6

S'APPROPRIER LE DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

- Informatique, micro-électronique et la technologie en milieu de travail.
- Technologie domestique.

SOUS-THÈME

INFORMATIQUE, MICRO-ÉLECTRONIQUE ET LA TECHNOLOGIE EN MILIEU DE TRAVAIL

— BONENFANT, Claire. L'impact des technologies nouvelles sur les femmes. Exposé de la présidente du Conseil du statut de la femme, devant l'Institut d'administration publique du Canada, 9 novembre 1982. Québec, 1982, 11 p.

Il s'agit d'un texte de conférence, préliminaire à une recherche plus approfondie sur le sujet en cours de réalisation au C.S.F.
Soulève des inquiétudes face au progrès technologique, notamment devant ses conséquences sur la vie des femmes. S'adresse aux divers agents sociaux et plus particulièrement aux autorités publiques en insistant fortement sur la discrimination sexuelle qui perdure dans notre système et sur la problématique du travail des femmes. D'un côté, on a le portrait-type de la main-d'oeuvre féminine dont la situation est critique (concentration dans le secteur tertiaire, travail à temps partiel, groupe non-syndiqué), et de l'autre on assiste avec une certaine impuissance au développement du travail au noir et du travail à domicile réalisé essentiellement par les femmes. L'arrivée des nouvelles technologies annoncera-t-elle des jours meilleurs pour la condition des femmes?

— CANADA. Groupe de travail sur la micro-électronique et l'emploi. La micro-électronique au service de la collectivité: rapport. Ottawa, Travail Canada, 1982, 104 p.

Rapport préparé à la demande du ministre fédéral du Travail dans le contexte d'un développement accéléré des produits et services informatisés au Canada. Recommandations formulées en terme de politique dans le domaine des relations industrielles et en terme de stratégie de développement économique.

— CLSC Centre-Ville. Dossier "Tours à bureaux".

Dossier d'information et d'action pour les travailleurs et travailleuses en matière de santé et de sécurité au travail, en 5 cahiers:
1) Aménagement de l'espace et du poste de travail;
2) Ventilation et qualité de l'air;
3) L'éclairage;
4) Le bruit;
5) L'hygiène et la sécurité.

— CLAVAUD, Richard. "Télématique: la révolution sociale du travail à domicile." Le Monde, supplément du dimanche, 9 août 1981. pp. 12-13.

L'auteur du présent article s'interroge sur les effets de la télématique, résultat du progrès technique en communication, sur la condition des travailleuses et travailleurs. Il nous décrit la renaissance, sous l'influence de cette technologie, mais sur une base plutôt différente, du vieux travail à domicile, lequel se développe en la faveur des entreprises particulièrement du secteur industriel et du secteur tertiaire. Beaucoup d'avantages pour ces dernières contre beaucoup de pertes pour la main-d'oeuvre salariée.

— Congrès du travail du Canada. Vers une technologie plus humaine: étude des effets des terminaux à écran cathodique sur la santé. Montréal, 1982.

Etude réalisée par le Congrès du travail du Canada en vue de déterminer les effets qui résultent de l'utilisation des équipements modernes de la micro-technologie en milieu de travail sur la santé des travailleuses et des travailleurs.
Cette étude apparaît comme nécessaire et essentielle dans les circonstances. Elle contribue au débat scientifique sur la question dont les réponses sont loin de faire l'unanimité entre les divers spécialistes.

— DAVID, Hélène et Colette Bernier. A l'ouvrage! L'organisation du travail au Québec. Montréal, Institut de recherche appliquée sur le travail, 1982, 106 p.

Document d'information et de réflexion sur l'organisation du travail au Québec. Celui-ci est destiné aux groupes syndicaux et aux travailleuses et travailleurs afin d'accroître leur maîtrise sur les milieux de travail. Divisé en deux grands chapitres, il nous décrit dans une première partie les formes actuelles d'organisation du travail dont les principaux éléments se rattachent à la charge du travail, à la qualification et au contrôle du travail. Le second chapitre analyse les revendications et les luttes syndicales visant à contrer les abus décelés au niveau des pratiques organisationnelles. Tout cela pour nous démontrer les vrais fondements de l'idéologie qui a favorisé le développement de notre système actuel du travail.

— "Dossier sur la technologie."
Perception, vol. 6, no 4, mars-avril 1983. pp. 12-30.

Comprend plusieurs articles traitant des divers aspects du développement technologique:
1) Thinking about technological change;
2) Alerte aux puces;
3) The development of micro literacy in an agency system;
4) Microtechnology and social development;
5) Une intrusion instantanée dans la vie privée;
6) Electronic monitoring in the workplace;
7) Mais qui donc a peur des "puces"?

— "La femme et les syndicats/Women and trade unions."
Documentation sur la recherche féministe (DRF), vol. 10, no 2, juillet 1981, pp. 1-106.

Numéro thématique sur le travail féminin dans le contexte actuel: organisation du travail, micro-technologie, métiers non-traditionnels, groupes particuliers de travailleuses, syndicalisation et pouvoir dans les organisations syndicales.

— MATHER, Boris et al. Les conséquences de la micro-électronique pour les travailleurs et les travailleuses au Canada. Montréal, Institut de recherche appliquée sur le travail, 1981, 11 p.

Effets de la micro-électronique sur l'emploi, en particulier sur les travailleuses.

— McGRAW, Judith A. "Women and the history of american technology."
Signs, vol. 7, no 4, été 1982. pp. 798-828.

Essai sur l'histoire du développement technologique et son impact sur les femmes. Regard posé à la fois sur le travail salarié des femmes et sur le travail ménager.

— McNEIL, Jeannine David. "Le travail féminin et les nouvelles technologies: défis à relever."
Gestion, vol. 8, no 1, février 1983. pp. 42-44.

Optant pour une approche en faveur de la population féminine, l'auteure de cet article cherche à tailler une place pour les femmes dans le contexte de la révolution technologique: on démontre le pourquoi de cette nécessité, le comment y arriver à l'intérieur de notre système de relations de travail et de notre système économique.

— MENZIES, Heather. Women and the chip: case studies of the effects of informatics on employment in Canada. Montréal, Institut de recherches politique, 1981, 98 p.

Une des premières études sur l'impact de la micro-électronique sur l'emploi des femmes au Canada: ses effets et ses ravages potentiels dans le secteur tertiaire où est concentrée la main-d'oeuvre féminine.

— OLSON, Margrethe H. "Remote office work: implications for individuals and organizations."
Women and environments, vol. 5, no 3, automne 1982. pp. 10-13.

Cet article soulève plusieurs questions quant à l'espace et les formes de travail amenés par la technologie des puces. On examine surtout le travail à domicile et le travail à distance chez le groupe des employés(e) de bureau.

— RADA, J. La micro-électronique et son impact socio-économique. Genève, Bureau international du travail, 1982, 116 p.

De profondes mutations économiques et sociales se dessinent déjà à l'horizon avec la révolution technologique.
En regard de l'emploi, qui seront les plus touchés? Quel sera l'impact de la micro-électronique sur la division internationale du travail? C'est à ces deux grandes questions que tente de répondre l'auteur dans le présent ouvrage.

— SCOTT, Joan Wallach. "Les femmes et la mécanisation du travail." Pour la science (édition française de Scientific American), novembre 1982. pp. 108-121.

Aujourd'hui comme hier, depuis l'avènement de la machine jusqu'à l'invasion des puces, la situation des femmes au travail n'a guère évolué .

— Travail Canada. Bureau de la main-d'oeuvre féminine. Les effets de la micro-électronique sur le milieu du travail. Ottawa, 1981, 253 p.

Etude préparée par le Bureau de la main-d'oeuvre féminine du Canada à l'occasion d'une conférence tenue à Ottawa les 29, 30 et 31 mars 1981 et intitulée "Conférence sur les répercussions de la micro-électronique et des nouvelles techniques de communications en milieu de travail". Recherche de fond et formulation des moyens visant à protéger et favoriser la population féminine.

— "Women and new technology." ISIS (Women's International Bulletin), no 24, 1982. 39 p.

Qu'en résulte-t-il de la révolution informatique quant à la situation des travailleuses tant dans les pays en voie de développement que dans les structures industrialisées? Orientation vers une solidarité internationale entre les femmes pour assurer la maîtrise des nouvelles technologies.

— ZIMMERMAN, Jan ed. The technological woman: interfacing with tomorrow. New-York, Praeger Publishers, 1983, 296 p.

Collection d'articles revus et corrigés, présentés lors d'une conférence tenue à l'Université de San Diego aux Etats-Unis, en mars 1981, et intitulée "Conference on Future, Technology and Woman".
Une vue d'ensemble des répercussions et des enjeux des technologies nouvelles en mutation dans notre société contemporaine sur les conditions de vie des femmes: au travail, au foyer, sur le plan de la génétique et de la reproduction humaine.

SOUS-THÈME

TECHNOLOGIE DOMESTIQUE

— CANADA. Conseil des sciences du Canada. Préparons la société informatisée: demain, il sera trop tard. Ottawa, Approvisionnements et services Canada, 1982, 86 p.

Avis du Conseil des sciences au gouvernement fédéral relativement à une stratégie d'ensemble de développement de la société canadienne à l'ère d'une mutation technologique. Sous l'influence de l'informatique et de l'électronique, le Conseil des sciences prédit des transformations profondes au niveau des structures et des systèmes de relations dans notre société. Comment préparer l'arrivée des nouvelles technologies et comment favoriser la prise en charge de nos conditions de vie, tant sur le plan individuel que collectif.

— COWAN, Ruth Schwartz. "The "industrial revolution" in the home: household technology and social change in the 20th century." Technology and Culture, vol. 17, no 1, 1976. pp. 1-23.

Regards sur la révolution technologique opérée depuis le début jusqu'à la moitié du 20e siècle et son impact sur le travail ménager. Métamorphose du rôle de la femme au foyer dans la famille moderne, surtout parmi la classe moyenne américaine. Comme le soutient l'auteure dans son article, l'exemple du travail ménager doit nous servir de leçon pour réfléchir et remettre en question les modèles de développement technologique et son processus de changement.
(Cet article n'est pas cependant écrit dans le cadre de la révolution actuelle de l'informatique.)

— Institut Vanier de la famille. Communications et micro-ordinateurs dans une perspective familiale. Ottawa, 1982, 50 p.

Document de réflexion de l'Institut Vanier de la famille dans lequel on s'interroge sur les implications sociales des systèmes de micro-ordinateurs sur la famille de même qu'au niveau des relations intra et inter-familiales. Comment les familles vont-elles parvenir à maîtriser l'usage de ces nouveaux produits en fonction de leurs besoins et en fonction du vécu des collectivités.

— Institut Vanier de la famille. Micro-technologie: la révolution électronique dans une juste perspective! Causerie prononcée dans le cadre de la conférence 1982 de l'Association canadienne d'économie familiale, sous le thème "Liens: au-delà des divergences", Edmonton, Alberta, juillet 1982.

Fidèle à son approche de critique sociale des phénomènes qui affectent notre vie collective, le présent exposé prononcé lors du colloque de l'I.V.F. fait part des moyens par lesquels la micro-technologie fut introduite dans notre quotidien, et aborde la question du contrôle de l'humain sur la machine.

— ROBINSON, John P. "Housework technology and household work." dans: Women and household labor, Sarah Fenster Maker Berk ed., London, Sage Publications, 1980, chapitre 2, pp. 53-67.

Examen des effets du progrès technologique et industriel (équipements et accessoires) introduit dans les familles et examen des résultats observés à l'endroit même de la réalité du travail ménager. Enfin, réponse à la nature et au potentiel de développement du progrès technique à l'égard des conditions de vie de la majorité des femmes.

N.B. Voir aussi
certaines références citées dans la partie précédente, dont les titres suivants:

- Women and the history of american technology, par Judith A McGraw.
- Women and new technology, par ISIS.
- The technological woman, par Jan Zimmerman.

ATELIER 7

L'ENTREPRENEURSHIP AU FÉMININ

- Femmes collaboratrices.
- Femmes en affaires : crédit, gestion, réseaux etc.

SOUS-THÈME

FEMMES COLLABORATRICES

- Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFEAS).
  1) La femme collaboratrice du mari dans une entreprise à but lucratif, 1975-1976. Montréal, 1977, 221 p.
  2) La femme collaboratrice du mari dans une entreprise à but lucratif. Recommandations revisées, septembre 1979. Montréal, 1979, 12 p.

Enquête que mène l'AFEAS depuis 1975 dans le but de cerner la réalité des femmes "invisibles" travaillant dans les entreprises à caractère familial au Québec. De cette recherche se dégage un plan d'action, lequel a mené à la formation de l'Association des femmes collaboratrices dont les activités ne cessent de se consolider grâce à l'adhésion des membres.

- DION, Suzanne. Les femmes dans l'agriculture au Québec. Longueuil, Les Editions La Terre de chez nous, 1983, 165 p.

Enquête réalisée auprès des femmes du Québec oeuvrant dans le domaine de l'agriculture (caractéristiques socio-économiques, contribution, valeur du travail et expression de leur volonté de changer le milieu agricole). L'unique livre au Québec spécialisé sur les femmes en rapport avec le secteur économique primaire qu'est l'agriculture.

- "Farm women's work undervalued: report."
  Globe & Mail, 18 juin 1982. p. 11

Article de presse faisant référence à une étude réalisée par le National Farmers Union (secteur femmes) du Canada, dont le but est de déceler les pratiques de travail et les modes de rémunération des fermières.
Tout indique que la condition de ces femmes agricultrices et collaboratrices du mari dans l'entreprise n'est guère différente de celle de leurs consoeurs du Québec, notamment au chapitre de la reconnaissance formelle du statut de co-partenaires et du droit de propriété sur les actifs de l'entreprise.

- "Les femmes dans la production agricole/Women and agriculture production."
  Documentation sur la recherche féministe (DRF)/Resources for feminist research, vol. 11, no 1, mars 1982.

Numéro thématique sur les femmes en milieu rural et la production agricole. Différents courts textes, bibliographies sur le sujet, ressources et groupes de femmes actifs dans le milieu etc.

- ISABELLE, Christine. "En affaires, savoir s'associer avec son mari."
  Magazine Affaires, mars 1983. pp. 18-27.

Le présent article s'adresse aux femmes collaboratrices du mari dans une entreprise à but lucratif. Il a pour but d'informer et de conseiller cette clientèle quant au mode de participation et de rémunération au sein des entreprises familiales. Afin d'aider les femmes collaboratrices à choisir un mode de rétribution équitable pour elles, l'auteure de l'article expose les avantages et les limites de chacune des options. Ces options se réfèrent respectivement au droit à un salaire pour la femme, et aux formes multiples d'arrangement entre les deux conjoints (dons et billets à ordre, prêt sans intérêt, versements dans un régime enregistré d'épargne-retraite (REER). Enfin, conclut l'auteure, il importe aux femmes collaboratrices de veiller à ses intérêts financiers et de s'assurer d'un plan de protection individuelle à long terme dans les relations d'affaires avec leur conjoint.

- Dossier de presse: sélection d'articles récents illustrant des cas-types de femmes collaboratrices du mari dans des entreprises familiales à but lucratif.

1) "Commerce des métaux de rebut. Mme Savard a vu plus d'un client étonné." Le Quotidien, 5 avril 1982. p. 4.

Genre d'entreprise: entreprise spécialisée dans la récupération de métaux. (Cie de rebuts et pièces usagées du Saguenay Ltée.)
Statut de la femme collaboratrice: imprécis. Tel que reporté dans le présent article, les relations d'affaires entre la femme et son conjoint sont vaguement définies.
Lieu d'activité de l'entreprise: Chicoutimi.

2) "Le monde des affaires n'a pas de sexe." /Monique Campagna/ La Tribune, 6 mars 1982. p. C-1.

Genre d'entreprise: manufacture de bois de sciage. (Waterville Woodcraft.)
Statut de la femme collaboratrice: associée à parts égales.
Lieu d'activité de l'entreprise: Waterville (Estrie).

3) ROWAN, Renée. "De l'enseignement à l'élevage des chèvres." Le Devoir, 25 juillet 1983. p. 4. (Chronique Féminin plurier)

Genre d'entreprise: milieu agricole, élevage de chèvres pour le lait et le fromage.
Statut de la femme collaboratrice: associée à parts égales.
Lieu d'activité de l'entreprise: Châteauguay.

4) ROWAN, Renée. "Manon Lasalle, femme collaboratrice à part entière." Le Devoir, 19 juillet 1983. p. 5

Genre d'entreprise: commerce de détail des produits pharmaceutiques.
Statut de la femme collaboratrice: salariée depuis 1980, année où sont entrées en vigueur les modifications fiscales sur le revenu des entreprises.
Lieu d'activité de l'entreprise: Marieville.

SOUS-THÈME

FEMMES EN AFFAIRES

Crédit, gestion, réseaux etc.

- BERNARD, Francine. Les diplômés de l'École des hautes études commerciales. Montréal, H.E.C., 1980. 134 p. + annexes.

Profil des diplômés(ées) de l'École des hautes études commerciales caractéristiques socio-économiques, rôle de la famille dans l'orientation scolaire, intégration au marché du travail et cheminement de carrière.
Trois questions sont soulevées à la fin de cette étude, soit l'entrepreneurship, le secteur public comme débouché principal pour les finissants(e) de l'école, et la formation des femmes en gestion. Même si les deux premières ne sont pas spécifiques aux femmes, on doit dire qu'elles les concernent autant en raison de la place qui leur revient dans l'économie et dans le secteur privé.

- Bottin des femmes professionnelles et commerçantes, 1982-1983, Montréal métropolitain / Career women on record. Saint-Basile-Le-Grand, Lanctôt le Bottin des femmes enr., 1982- .

Ce bottin désigné aussi sous le nom de ses deux réalisatrices Henriette et Guylaine Lanctôt, répertorie les noms et adresses de toutes les femmes professionnelles qui exercent un métier, offrent des services professionnels ou exploitent un commerce dans le district de Montréal. Ce bottin va s'enrichir de par lui-même grâce aux informations fournies par sa clientèle. Il constitue donc un moyen de communication visant à établir un réseau d'échange et d'entraide entre les femmes dans le secteur des affaires.
Adresse: Le Bottin des femmes enr.
38, chemin Des Vingt
Saint-Basile-Le-Grand (Québec)
JOL 1SO Tél: (514) 866-0553

- "En 10 ans, le nombre de femmes chefs d'entreprises a doublé."
Journal de Québec, 12 janvier 1982. p. 31.

Article de presse tiré d'une étude réalisée par Mme Marie-Françoise Marchis-Mouren du groupe de recherche "Femme, travail et entreprises" à l'Ecole des hautes études commerciales à Montréal.
Portrait de l'évolution quantitative et qualitative du groupe de femmes propriétaires d'entreprises au Québec. De ce groupe, l'on a établi deux types de profils, celui des héritières et celui des fondatrices.

- HARTING, Claire. "Le problème des femmes en affaires: y rester!"
Journal de Québec, 17 janvier 1983. p. 20.

Information sur le cours "Mettre sur pied sa propre entreprise" organisé à l'intention des femmes par le YWCA à Montréal et donné par Mme Léontine Brousseau, professeur en analyse financière et en gestion du personnel à l'Ecole polytechnique de Montréal.

- "Lancement d'un Réseau de placements pour femmes."
  Le Devoir, 20 août 1982. p. 9.

  Cet article de presse annonce la mise sur pied par la maison de courtage en valeurs mobilières Nesbitt Thompson, d'un service conçu spécifiquement pour la clientèle féminine: initiation, sensibilisation et vulgarisation des connaissances reliées à l'économie et à l'investissement financier.

- ROBERGE, François. "Dossier: la moitié du monde est une femme, mais...10% des "hommes d'affaires" sont des femmes."
  Finance, 15 février 1982. pp. 19-21.

  Bref article sur les femmes dans les grandes entreprises au Québec: présentation de diverses personnalités féminines occupant des postes de direction supérieure dans différentes sociétés d'état ou entreprises du secteur privé.

- TIMMERMAN, Darquise. "Caisse d'économie des femmes, 2e anniversaire."
  Le Droit, 23 septembre 1982. p. 2.

  Cet article de presse souligne le second anniversaire de la Caisse d'économie des femmes dans la région d'Ottawa. Cette institution, mis sur pied en septembre 1980 par un groupe local de femmes, traduit la volonté des participantes de contrôler les richesses de notre société et de les distribuer en fonction des besoins de la collectivité féminine.
  Il s'agit effectivement d'une expérience alternative aux banques et aux institutions financières traditionnelles. En jouant le même rôle que ces dernières, la caisse d'économie oriente et canalise cependant les épargnes des femmes vers des projets appropriés à leurs besoins et à leurs conditions de vie.

- "Un annuaire pour mieux connaître 1 300 femmes d'affaires."
  Journal de Québec, 15 juillet 1982. p. 22.

  Une réalisation du groupe "Women like me" du sud de l'Ontario, sous la direction de Mme Karen Fraser.
  Répertorie les noms de 1300 femmes classées dans 60 catégories de profession, que ce soit des cols-blancs ou des cols-bleus, et ce, dans un but d'échange et d'information.

- Women in canadian business and finance, 1st edition 1983-1984. Toronto, Trans-Canada Press. (A paraître)

  Répertoire des femmes d'affaires et des femmes gestionnaires au Canada (incluant le Québec), du type Who's Who, publié prochainement par Trans-Canada Press.

- Dossiers de presse: sélection d'articles récents illustrant des cas-types de femmes chefs d'entreprises oeuvrant dans des secteurs très variés de l'économie.

1) "Bourdon Sports en URSS. Denise Bouron a conquis la Russie."
La Presse, 10 septembre 1982. p. A-21.

Catégorie d'entreprise: PME, avec volet d'exportation.
Spécialité: fabrication d'équipements de hockey pour les gardiens de buts.
Lieu: Richelieu.
Raison sociale: "Bourdon Sports".

2) "Cécile Gosselin, l'une des rares femmes à posséder sa cordonnerie."
Journal de Québec, 5 avril 1982. p. 14.

Catégorie d'entreprise: petite entreprise, type familial.
Spécialité: cordonnerie.
Lieu: Saint-Henri de Lévis.
Raison sociale: "Cordonnerie St-Henri".

3) "Cythère sur la Côte d'Abraham."
La Presse, 10 septembre 1982. p. A-22.

Catégorie d'entreprise: petite entreprise, partenaires associées.
Spécialité: artisanat, produits en porcelaine.
Lieu: Ville de Québec.
Raison sociale: "Cythère" (atelier-boutique).

4) DUBOIS, Pierre. "Femme de carrière, Mme Lise Lavergne."
Le Point, 28 avril 1982. p. 23.

Catégorie d'entreprise: petite entreprise, type familial.
Spécialité: vente de vêtements pour enfants et adolescents(es).
Lieu: Shawinigan (Mail de la Promenade).
Raison sociale: "Magasin Gérald Lavergne" et "Boutique Marie-François".

5) GIGUÈRE, Monique. "L'une artisane, l'autre artiste. Deux femmes ébénistes associées depuis 11 ans."
Le Soleil, 14 août 1982. p. A-3.

Catégorie d'entreprise: petite entreprise, partenaires associées.
Spécialité: ébénisterie.
Lieu: Boischatel.
Raison sociale: Atelier d'ébénisterie, dont les oeuvres sont signées du nom de "Denise Lessard, ébéniste".

6) "Personnalité d'affaires de l'année. Le choix se porte sur Mme Croft."
Le Quotidien, 21 septembre 1982. p. 4.

Catégorie d'entreprise: PME, type familial.
Spécialité: manufacture de vêtements de ski et vente au détail.
Lieu: Chicoutimi.
Raison sociale: Manufacture "Bertrand Croft Inc.".

7) ROWAN, Renée. "Berthe Dansereau, traiteur depuis 45 ans."
Le Devoir, 23 août 1982. p. 5

Catégorie d'entreprise: petite entreprise, type familial.
Spécialité: restauration.
Lieu: Ville Mont-Royal (Montréal).
Raison sociale: "Berthe Dansereau Inc.", entreprise familiale transmise de mère en fille.

---

8) ROWAN, Renée. ""Coccinelle" à New-York."
Le Devoir, 12 juillet 1982. p. 4.

Catégorie d'entreprise: petite entreprise, partenaires associées.
Spécialité: création de vêtements pour enfants.
Lieu: Saint-Antoine-de-Tilly, Lotbinière.
Raison sociale: "Coccinelle".

9) ROWAN, Renée. "De la ville aux cuisines de son village."
Le Devoir, 16 août 1982. p. 2.

Catégorie d'entreprise: petite entreprise, type familial.
Spécialité: production et vente de produits fins gastronomiques: confitures et gelées.
Lieu: Cantons-de-l'Est, village de Bolton Centre.
Raison sociale: "Les Cuisines de mon village" gérée par Aline Lefebvre et Cie inc.

10) ROWAN, Renée. "La maison des 30,000 poupées par année."
Le Devoir, 26 juillet 1982. p. 4.

Catégorie d'entreprise: petite entreprise, partenaires associées.
Spécialité: artisanat, confection des poupées de chiffon.
Lieu: Laval
Raison sociale: "La Maison des poupées".

11) ROWAN, Renée. "Mon ménage n'est pas fait...de l'aide, s'il-vous-plaît."
Le Devoir, 11 juillet 1983. p. 4.

Catégorie d'entreprise: petite entreprise de services professionnels, partenaires associées.
Spécialité: entretien ménager.
Lieu: Montréal.
Raison sociale: "Savoir-faire, services ménagers" gérée par France, Andréa, Marie-Josée & Associés.

12) ROWAN, Renée. "La Remise, ou l'artisanat viable."
Le Devoir, 5 avril 1982. p. 11.

Catégorie d'entreprise: petite entreprise, partenaires associées.
Spécialité: fournir le matériel d'artisanat nécessaire aux différentes techniques enseignées en plus de dispenser des cours sur ces mêmes techniques.
Lieu: Laval, quartier de Pont-Viau.
Raison sociale: "La Remise".

ATELIER 9

APPRIVOISER L'ARGENT

Accès au crédit, à la propriété, finances et investissement.

- AUDETTE, Gisèle. Les femmes et l'impôt. Ce que vous auriez toujours eu intérêt à connaître, et qu'on ne vous a jamais appris. Québec, Conseil du statut de la femme, Service Consult-Action, 1982, 33 p.

Document-critique sur la fiscalité au Québec: les éléments de l'impôt sur le revenu des particuliers, les principes qui sous-tendent le mode d'imposition et le caractère discriminatoire des mesures fiscales pour les femmes du Québec. Document de contenu technique, mais rédigé dans un langage accessible au grand public féminin. Disponible au Conseil du statut de la femme à Québec.

- "Lancement d'un Réseau de placements pour femmes." Le Devoir, 20 août 1982. p. 9.

Cet article de presse annonce la mise sur pied par la maison de courtage en valeurs mobilières Nesbitt Thompson, d'un service conçu spécifiquement pour la clientèle féminine: initiation, sensibilisation et vulgarisation des connaissances reliées à l'économie et à l'investissement financier.

- MAINVILLE, Michel et Jacqueline Ramoisy. "L'accessibilité des femmes aux institutions de crédit au Québec." Québec, ministère des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières, 1980, 17 p.

Etude réalisée conjointement par le Service de la recherche du ministère des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières et la Direction de la recherche de l'Office de la protection des consommateurs.
Il ne s'agit, dans le cas présent, que d'un document de travail visant à faire le point sur l'état de la situation qui prévaut pour les femmes dans le domaine du crédit à la consommation. Document qui, selon les auteurs, mérite d'être approfondi avant que des solutions soient avancées.

- "Spécial finance." Féminin pluriel, vol. 2, no 1, février 1982. pp. 16-35.

Dossier thématique sur les femmes et les questions financières composé de plusieurs articles:

1) Les femmes et l'argent, par Francine Prévost. Etude du comportement des femmes face à l'argent.
2) Les impôts apprivoisés, par Danielle Bellemare. Explication des mesures fiscales qui touchent les femmes et information sur les différents éléments contenus dans les formulaires d'impôt sur le revenu des particuliers.
3) Pour investir, ayez du flair, par Carmen Michaud. Conseils aux femmes sur les différents modes de placement et sur l'investissement de leurs actifs.
4) Le crédit...dans votre intérêt, par Carmen Michaud. Dossier portant sur le crédit à la consommation, que ce soit sous la forme d'un prêt personnel contracté auprès des institutions financières ou au moyen des cartes de crédit.

(Note: la revue Féminin pluriel a cessé de paraître depuis la fin de l'été 1982. Les numéros antérieurs sont disponibles soit dans les centres de femmes, ou à la Bibliothèque nationale du Québec.)

- TEXIER, Catherine.
  1) "Aux yeux des femmes, l'argent est salissant."
  Châtelaine, septembre 1982. p. 60.
  2) "L'argent et celles qui en font."
  Châtelaine, novembre 1982.

Série de deux articles de réflexion sur les rapports des femmes avec l'argent. Analyse du comportement, attitudes et stratégies poursuivies par les femmes dans la gestion de leurs finances personnelles.

- TIMMERMAN, Darquise. "Caisse d'économie des femmes, 2e anniversaire." Le Droit, 23 septembre 1982. p. 2.

Cet article de presse souligne le second anniversaire de la Caisse d'économie des femmes dans la région d'Ottawa. Cette institution, mis sur pied en septembre 1980 par un groupe local de femmes, traduit la volonté des participantes de contrôler les richesses de notre société et de les distribuer en fonction des besoins de la collectivité féminine.
Il s'agit effectivement d'une expérience alternative aux banques et aux institutions financières traditionnelles. En jouant le même rôle que ces dernières, la caisse d'économie oriente et canalise cependant les épargnes des femmes participantes vers des projets appropriés à leurs besoins et à leurs conditions de vie.

- TOWNSON, Monica et Frederick Stapenhurst. The canadian woman's guide to money. Montréal, McGraw-Hill Ryerson, 1979, 146 p.

Guide mis à la disposition des femmes sur toutes questions d'ordre financier qui s'imposent dans notre vie quotidienne: établissement d'un budget personnel, fructification des épargnes, placement et investissement des avoirs, financement des dettes, suivi des mesures fiscales sur le revenu des particuliers, et enfin, planification de la retraite pour la majorité des femmes au Canada.

- WHITE, Julie. Les banques et leurs politiques de crédit. Ottawa, Commission canadienne des droits de la personne, 1981, 58 p.

Analyse des politiques et des pratiques de crédit en vigueur dans les institutions financières, notamment dans les banques à charte fédérale: règles du jeu que les femmes doivent connaître et auxquelles elles doivent se conformer, quitte à les modifier ou en innover d'autres plus équitables.

Auxy
l'ar

CHATELAINE, septembre 1982. pp. 60-67.

eux des femmes ent est salissant

Nous étions autrefois dépendantes d'un père ou d'un mari. Nous voilà, du moins pour un bon nombre, autonomes sur le plan financier. Mais, curieusement, nous hésitons souvent à réclamer notre dû; nous boudons les promotions; nous négligeons de faire fructifier un petit magot. À peine, parfois, si nous savons combien nous gagnons... Avons-nous peur de nous tacher les doigts?

PAR CATHERINE TEXIER

D

...vivent leur
...pparemment une drôle de
...femmes? me demande-t-on,
...es Québécois et l'argent?
...non ou pas, comme si
...mme financière.
...r sur des femmes,
...femmes» me dit la
...nnée de ma question:
...rgent». Au fond, c'est ▸

L'argent est salissant

▶ comme dans la vie: avez-vous déjà entendu des femmes, devant une tasse de café ou au restaurant, discuter hypothèques ou investissements? Elles peuvent y faire allusion, ou parler salaires, ou se plaindre qu'elles n'arrivent pas à joindre les deux bouts. Mais elles glisseront rapidement vers les sujets qui leur tiennent vraiment à cœur: l'importance d'avoir confiance en soi et de se sentir bien dans sa peau, les enfants, le couple. Tout se passe comme si, dans leur course à la libération, au travail et à l'indépendance financière, les femmes court-circuitaient cet élément pourtant fondamental de notre société capitaliste: l'argent.

Contradiction? Peut-on à la fois vouloir être autonome et ne pas vouloir «jouer» avec l'argent? Peut-être.

Pendant des siècles les femmes n'ont eu qu'une relation de dépendance par rapport à l'argent. Elles le dépensaient, mais c'était celui des hommes. Elles en étaient parfois couvertes, sous la forme de vêtements, de bijoux, de meubles ou de propriétés, mais elles ne le produisaient pas et n'en avaient pas la maîtrise. Les cadeaux, quand cadeaux il y avait, étaient dûs à la générosité d'un père ou d'un mari. Ils ne représentaient pas un salaire pour services rendus. L'argent, les femmes préféraient ne pas y penser. Il avait le goût trop amer de la dépendance. Dans un sondage effectué récemment par *Madame au foyer* auprès de ses lectrices, 23% des répondantes mariées ont dit qu'elles trouvaient difficile de demander de l'argent à leur mari: elles se sentent coupables ou même «mendiantes».

Le sexe et l'argent sont censés «arriver» aux femmes. Sous la forme d'un mari viril...

«La réussite des femmes n'a jamais été mesurée en termes d'argent, dit Francine Chabot. Leur réussite, c'est la beauté, les enfants, l'amour.» Des éléments intangibles qui ne se monnaient pas et que les femmes, peut-être pour se revaloriser dans un monde dominé par l'argent, considèrent comme infiniment supérieurs aux gros sous. D'une certaine façon, les femmes vivent dans une économie primitive, où elles troquent leurs services contre un toit et une reconnaissance éternelle. C'est du moins ce qui distingue la femme vertueuse de l'autre, la vénale.

La vertu de la femme traditionnelle, c'est non seulement de n'avoir pas de vie sexuelle, mais aussi de n'avoir pas de soucis bassement matériels. «Les femmes sont censées se comporter de la même façon vis-à-vis de la sexualité et vis-à-vis de l'argent», écrit la féministe américaine Phyllis Chesler dans son livre *Women, Money and Power* (écrit en collaboration avec Emily Jane Goodman). «Traditionnellement les femmes ne sont pas censées dire qu'elles veulent *faire* de l'argent ou *faire* l'amour... Le sexe et l'argent sont censés «arriver» aux femmes.» Sous la forme d'un mari viril et capable de les faire vivre, naturellement.

Une «dame» ne parle donc pas d'argent, ou si elle en parle, c'est avec mépris, comme de quelque chose qui n'est pas romantique, mais bassement terre à terre, malhonnête ou sale. Une étude réalisée en 1972 aux États-Unis montre que les femmes, notamment les étudiantes et les bonnes sœurs, regardent l'argent avec mépris et l'associent au «mal».

La vertu de l'ignorance

Les femmes sont puritaines en ce qui concerne l'argent. Mais, faut-il le rappeler, pour les Canadiennes françaises, l'argent était quasiment synonyme de péché. «Notre plus prestigieux exemple était la Canadienne française qui rendait une infinité de services par amour (et non pour la piastre). Elle était la bénévole par excellence qui, bien entendu, savait boucler le budget en bonne maman qu'elle était.» L'argent, c'était le vice, surtout, disons-le, celui de l'Anglais avide de biens matériels. L'entrée des femmes sur le marché du travail pendant la Seconde Guerre mondiale a soulevé des tollés dans les milieux cléricaux, qui reprochaient aux femmes occupant un emploi leur cupidité vis-à-vis de l'argent.

Et d'ailleurs, pour que soit préservée leur vertu, les adolescentes ne recevaient jusqu'à récemment aucune éducation sur le plan monétaire et financier de la part de leurs parents. Les professionnels de la finance sont unanimes: les femmes, surtout les plus de 40 ans, n'ont jamais été formées en ce domaine, elles partent à zéro.

Le féminisme, en qualifiant l'argent d'instrument de domination des femmes, de fondement du monde patriarcal et capitaliste et de vice typiquement masculin, ne nous a pas aidées à y voir clair: fallait-il entrer dans le système et gagner de l'argent au risque de se faire «récupérer»? Fallait-il rester marginale et fonctionner en dehors des circuits financiers conventionnels? ▶

Ce dilemme a été celui de Francine Chabot. Éduquée dans un milieu qui dévalorisait l'argent, elle a fait partie de la génération de la contre-culture pour laquelle il était mal vu d'en avoir. «Quand j'ai commencé à travailler, je me sentais coupable parce que je gagnais plus d'argent que les autres. Alors je m'arrangeais pour le dépenser dans les restaurants, les cafés, les sorties, pour l'oublier. Je n'avais pas de symbole, rien de concret, ni vêtements, ni voiture, ni maison. L'argent me brûlait les doigts. Au fond, j'étais très puritaine.»

Pour se sentir riches, les femmes se contenteraient de 100 000$ à 500 000$.

En 1980 le magazine *Psychology Today* a fait une grande enquête sur la question, qui révélait des différences intéressantes entre les hommes et les femmes. Non seulement les hommes se disaient plus heureux et plus «en contrôle» de leur situation financière, mais leurs standards de richesse étaient plus élevés que ceux des femmes: la majorité des répondants estimaient qu'il leur faudrait entre 500 000$ et 1 million$ pour se sentir riches, alors que les femmes se contentaient de 100 000$ à 500 000$. Certaines femmes semblaient littéralement terrifiées à l'idée de gagner de l'argent. Une jeune femme de San Francisco confia qu'elle avait été «morte de peur» en se rendant compte que, grâce à ses commissions, elle pouvait gagner autant d'argent qu'elle le voulait. Aussi, s'était-elle précipitamment arrêtée de travailler après avoir gagné 30 000$.

Aller jusqu'à se boycotter

Peur de gagner de l'argent. . . C'est injuste et presque masochiste de porter un tel jugement, étant donné la discrimination dont les femmes sont encore l'objet dans le monde du travail. Une Américaine, Colette Dowling, vient pourtant d'écrire un livre très controversé parmi les féministes, qui repose sur la même thèse: les femmes ont peur du succès, peur de gagner de l'argent. Et c'est parce qu'au fond d'elles-mêmes, tout ce qu'elles souhaitent, c'est être prises en charge par le Prince charmant. Ce livre s'appelle *The Cinderella Complex* (Le complexe de Cendrillon).

Colette Dowling soutient que beaucoup de femmes s'arrangent pour ne pas être indépendantes financièrement, en ne prenant pas leur travail au sérieux, en manquant des rendez-vous cruciaux, en s'arrêtant de travailler dès qu'elles ont amassé un peu d'argent, etc. Et elle cite l'exemple de cette jeune femme brillante qui travaille à la pige en publicité quand elle n'est pas dévorée d'anxiété à l'idée de trop s'engager dans ce métier. Car alors, elle laisse tout tomber et boucle ses fins de mois en faisant des ménages. «Si je ne suis pas sur le point de voir mon gaz et mon électricité coupés, dit-elle, j'ai l'impression que ma vie n'est pas réelle. Travailler parce que c'est ce que font les adultes... l'idée que ça puisse devenir ma vie... je n'arrive pas à y faire face.» Cette jeune femme en conclut qu'au fond, elle attend toujours Mr. Right.

Ce n'est pas le point de vue de Maya, 42 ans, qui vit seule avec ses chiens et ses chats, et dont les revenus proviennent d'illustrations de livres et d'une petite friperie qu'elle ouvre... quand elle a le temps. Elle non plus n'arrive pas à se mettre sérieusement à gagner des sous. Mais son explication est différente. «Ma famille ne m'a jamais appris à me familiariser avec cette réalité. Petite, je n'avais jamais assez d'argent de poche. Mes parents ne m'encourageaient pas à gagner ma vie, aussi je ne me demandais pas comment j'allais vivre plus tard. Je pensais que je tomberais amoureuse d'un homme et que je me marierais avec lui. Pour moi, m'occuper activement d'argent, c'est lié à la dépendance dans laquelle j'étais, quand j'en demandais à ma famille; je déteste tellement ça que je repousse toujours le moment. Si j'ai de l'argent, je laisse passer de très longues périodes avant d'en gagner de nouveau. Je n'en ai jamais eu assez pour faire un budget. Et pourtant, je dois payer le loyer, m'acheter des vêtements. Je n'ai pas seulement besoin d'argent pour sauver ma peau, mais pour la parfumer, en prendre soin! Je voudrais cesser de vivre au jour le jour, évaluer ma situation à court et à long terme, et planifier mes revenus pour l'année. Le problème, c'est que je ne connais pas le langage de l'argent; là-dessus je manque de connaissances et d'éducation». Maya a une maîtrise en histoire de l'art.

Une autre bête noire pour les femmes: l'hésitation à évaluer leur temps et leur travail à un juste prix. Il y a plusieurs raisons à cela. D'abord on nous a persuadées que faire du bénévolat, c'est plus pur que de vendre ses services (évidemment, puisqu'une femme au foyer fait du bénévolat 24 heures sur 24). Puis, nous sommes convaincues que les fruits de notre travail ne ▶

sont pas aussi importants que nos qualités «de cœur», ou qu'il est quasiment malhonnête de les monnayer. Enfin secrètement, nous n'avons pas confiance en nous, nous pensons être nées pour un petit pain, et que ce que nous faisons, ça ne vaut pas cher.

Des factures en souffrance

Sally Sterman, une comptable qui a fondé sa propre firme à New York, il y a cinq ans, croit que le manque d'estime de soi est un des principaux problèmes des femmes. «Elles ont du mal à évaluer leurs services et à se donner un prix.» La plupart des femmes se heurtent à cette difficulté-là quand elles commencent en affaires ou dans un job. «Je fais des prix trop bas, dit Maya, je ne me résouds pas à envoyer les factures aux clients, je ne suis toujours pas capable de demander de l'argent, même si j'ai travaillé pour le gagner.»

Propriétaire avec sa fille de la Boutique Soleil, à Montréal, Suzèle Carle pour sa part raconte: «Je suis mon pire ennemi. Je gagne, puis tout d'un coup, je fais confiance, et je perds des sommes importantes. Je n'ai pas le goût du profit. Ça me gêne toujours de demander les prix que je demande». Pour elle, ce n'est pas nécessairement un handicap, c'est même souvent la recette de

«Je ne vois pas le lien entre l'argent et ma table de cuisine!»

son succès: elle sacrifie des pièces d'artisanat si elles ne sont pas réussies, et elle préfère innover plutôt que de multiplier les objets qui ont la vogue du moment. Elle est fière de faire passer son goût de la beauté avant celui du profit. Mais le prix à payer, c'est l'angoisse. «Mon problème, dit-elle, c'est que je ne vois pas le lien entre l'argent et ma table de cuisine!»

Francine Chabot a longtemps connu un problème similaire. «Au début, j'ai eu de la difficulté à monnayer mon temps. Je demandais peu, et si les gens ne payaient pas, je ne leur réclamais rien. Ou alors, on faisait du marchandage: combien tu peux payer?... Il y a des gens qui m'ont donné 4$ au lieu de 25$! J'avais du mal à interrompre les séances, je faisais une heure et demie. En réalité, j'avais l'impression de ne pas en donner assez à mes clients pour leur argent, de ne pas le mériter. Encore maintenant, j'ai de la difficulté à signaler que l'heure est terminée, si j'ai fait une mauvaise entrevue. Mais j'ai acquis de la confiance sur le plan professionnel. J'accepte d'être évaluée en termes d'argent, et d'échanger mes services contre des billets de banque.»

Ce qu'il a y a de si particulier dans l'attitude des femmes, c'est que pour elles, l'argent a rarement valeur de symbole. Elles séparent plus facilement que les hommes réussite financière et réussite personnelle. L'argent, pour elles, a une signification plus concrète: la sécurité.

Françoise, médecin, 28 ans. «Je suis encore une écolière face à l'argent. Je ne suis pas capable d'en faire un objectif, de réclamer un plus haut salaire. Les gens auréolés de prestige, pour moi, ce sont ceux qui ont un niveau élevé de connaissances, un sens de la responsabilité. On me dit: ça ne paie pas! Ce que je veux accumuler dans mon travail, ce n'est pas des revenus. Ça me suffit amplement de me dire que je me suis bien occupée d'un patient. C'est une question de qualité. Pour les hommes, l'argent, c'est le symbole du pouvoir avec lequel ils jouent, c'est la mesure de leur succès, leur statut social. Pour moi, c'est plutôt un grenier plein, un bas de laine, c'est des boîtes de soupe dans l'armoire, c'est une montagne de bananes, c'est le «moton». C'est la sécurité. Je ne suis pas capable d'imaginer la valeur monétaire de la tâche que j'effectue. Je ne sais pas combien je gagne, ni par année, ni par semaine.»

«Je ne sais pas combien je gagne». Combien de femmes, y compris parfois celles qui ont un salaire fixe, avouent cela avec un haussement d'épaules! Parce qu'elles n'ont pas le temps de faire leurs comptes, ou parce qu'elles ont d'autres chats à fouetter. «Je surveille le chéquier de loin, dit Francine Chabot, je ne fais jamais de budget. J'ai tellement de frais, j'aime autant ne pas savoir exactement. Je me sentirais

90% des travailleuses gagnent moins de 15 000$ (contre 50% des hommes).

prisonnière si j'étais plus au courant. Par exemple, je crois toujours que je fais plus d'argent que je n'en gagne en réalité. Il me semble que se pencher sur l'argent, c'est prendre la mesure de ses limites.»

Limite qui, chez la plupart des femmes, est très rapidement atteinte: 90% des travailleuses, au Canada, gagnent moins de 15 000$ (contre 50% des hommes). C'est tellement près du niveau de la simple survie qu'on peut se demander, en effet, si ça vaut la peine de faire ses comptes... ▶

On se croise les doigts et on espère

Est-ce ce sentiment d'être, dans la course à l'argent, battues d'avance qui pousse tant de femmes à adopter la politique de l'autruche? Colette Dowling décrit ainsi son attitude: «Je vivais au jour le jour, attendant un cadeau du ciel... Je gardais la tête fermement enfoncée dans le sable, les yeux fermés, espérant que «tout s'arrangerait».

Cette capacité d'espérer, envers et contre tout, n'est pas forcément négative. C'est aussi une qualité qui déplace les montagnes. «Quelquefois, j'ai l'impression d'être dans un conte de fées», dit mon amie Aline, que l'on accusera peut-être d'attendre, elle aussi, le Prince charmant. Ce qui ne l'empêche pas de se battre pour joindre les deux bouts. «Je vais d'épreuves en épreuves, dit-elle, mais tout finira bien».

Pour Mariette Fortin, une artiste montréalaise, le Prince charmant prend la forme d'un hypothétique mécène auquel elle rêve les jours de panique financière. Mais elle a la foi, elle aussi. Et il en fallu pour quitter son mari, ses enfants et son confort bourgeois afin de se consacrer à la peinture. «L'argent n'a aucune importance pour moi. J'ai laissé un milieu social aisé. Si je n'avais pas connu le confort matériel, je serais malheureuse, mais je sais ce que c'est que d'avoir de l'argent dans mes poches. Y a rien là!

«Je ne mets pas d'argent de côté pour ma retraite (elle rit), je pourrais mourir demain. Mais je ne dépense pas tout d'un coup. J'ai une réserve de 1000$ que je ne touche pas, qui est là pour m'éviter la panique. Quand j'ai peu d'argent, je roule mes cigarettes et je mange des lentilles. Mais il ne faudrait pas que j'engraisse, ni que mes lunettes cassent! Je n'ai aucune idée de l'argent que je gagne par mois. J'ai un comptable que je paie de temps à autre avec un tableau. Je l'appelle cinq fois par an pour savoir quand je dois le voir. Je ne me souviens jamais. Il fait mes rapports d'impôt. Je panique quand je n'ai pas d'argent, mais en même temps, j'ai l'impression d'avoir une foi extraordinaire. C'est comme un ange gardien... Je me dis: j'ai du talent, et la panique s'en va.»

Il est peut-être puritain ou infantile de se désintéresser à ce point de l'argent, comme certains le disent, mais c'est sans doute grâce à cela que les femmes ont commencé à se libérer de leur dépendance économique. «A mon avis, dit Francine Chabot, les femmes ont une bonne attitude. Elles prennent l'argent pour ce qu'il peut leur donner. Mais ce n'est pas l'objectif premier de leur vie. Lorsqu'elles se séparent, elles prennent plus de risques que les hommes. Elles sacrifient la sécurité financière. Ce sont souvent elles qui partent en laissant tout, n'emportant que leur valise. Elles ont confiance en la vie.»

Confiance au point de ne pas se préoccuper de leur vieillesse? Ou bien ont-elles encore cette idée qu'elles seront miraculeusement prises en charge au moment de leurs vieux jours? «Les femmes ne sont pas habituées à voir à long terme, dit Ginette Désormeaux, courtière chez Greenshields et professeure de «finances» au YWCA. Peu de femmes ont des pensions de retraite et elles ne se rendent pas compte qu'un contrat de mariage, c'est un contrat d'affaires.» Nous faisons confiance à la chance ou à la bonne fée, et nous n'achetons pas d'assurance-vie, et oublions souvent de faire notre testament. Marie, une journaliste de 35 ans qui s'est acheté, avec ses économies, une maison et un terrain à la campagne, et qui vit seule, commence à penser à sa retraite, prend des notes pour son testament. Mais elle doit se forcer à le faire. «J'ai des réticences à me projeter dans l'avenir. On existe dans le présent, on ne se conçoit pas dans trente ans! Ce qui est réel, c'est aujourd'hui. Je trouve dérisoire de me projeter dans l'avenir. La société sera tellement différente. On ne sait pas ce que vaudra l'argent. On connaîtra peut-être un effondrement complet ou, alors, le *statu quo*... Je ne suis pas alarmiste pourtant. Et puis, je crois qu'au fond de moi, j'ai un fantasme: que je m'en sortirai de toutes les façons.»

Les femmes ne sont pas corrompues. Mais le prix de l'angélisme est très lourd...

Les femmes ont le fatalisme des sans-pouvoir, de ceux qui ne se sont pas construit un mur d'argent et de puissance pour se protéger de la mort, ou pour essayer de maîtriser leur vie. Elles ne sont pas corrompues par l'argent. Selon l'enquête de *Psychology Today*, deux fois plus d'hommes que de femmes seraient prêts à mentir, voler ou payer des pots-de-vin pour posséder un jour un million de dollars... Mais le prix de l'angélisme est très lourd: les femmes se privent d'un outil peut-être aussi important que le travail dans le monde moderne: l'argent-capital, l'argent-pouvoir. ■

Catherine Texier poursuivra dans le numéro de novembre son analyse de l'attitude et du comportement des femmes à l'égard de l'argent.

ETCE

PAR CATHERINE TEXIER

Un langage qu'on n'a pas appris

LES QUI EN FONT
85

L'ARGENT

▶ longue et affolante. C'est le monde capitaliste qui s'ouvre à nous dès que nous gagnons un peu plus que le minimum vital. Mais le seul terme «capitaliste» fait grincer les dents de bien des femmes.

Ce n'est pas par hasard si on voit peu de femmes lire le *Wall Street Journal* ou le *Journal des affaires* dans le métro ou l'autobus. «Les filles sont victimes d'une véritable conspiration de la part de leurs parents qui les empêchent de se familiariser avec l'argent», dit Sally Sterman qui, elle-même, lorsqu'elle était mariée et déjà comptable, laissait son mari signer tous les chèques du ménage. Opinion partagée par Suzèle Carle, la fondatrice de la boutique Soleil à Montréal. «Chez moi, dit-elle, nous étions cinq filles. On nous parlait de droiture, de beauté, de responsabilité, mais on ne nous parlait pas d'argent. Une fille, ça ne devait pas gagner sa vie.» Mariée à 18 ans, elle s'est lancée dans des projets artistiques qui n'étaient pas rentables, et ce n'est qu'au moment de sa séparation d'avec son mari qu'elle a eu le choc de la réalité. «Ça a été cruel les deux premières années. L'argent était rare, il fallait le réinvestir. C'était comme l'apprentissage d'un enfant à l'école. J'avais des comptes recevables énormes, parce qu'on ne me craignait pas, on ne me payait pas. Il a fallu que j'établisse les règles du jeu pour qu'on se mette à me croire.»

Les séquelles de l'ignorance

Cette conspiration du silence dans la vie des filles prend plusieurs aspects. Le plus connu, c'est la faible formation en économie et en mathématiques que, traditionnellement, les femmes reçoivent (c'est en train de changer). Avant d'ouvrir le Chase Exchange, la banque Chase Manhattan a fait auprès de ses clients une étude qui démontre que les femmes ont acquis une éducation moins poussée que les hommes en ces domaines, et qu'elles éprouvent une plus grande anxiété en matière d'argent. Anxiété qui semble être liée à celle que beaucoup de petites filles ressentent en mathématiques, laquelle serait due à une formation différente et non pas à un manque de neurones, comme certains auraient voulu nous le faire croire... Le résultat de cette éducation à peu près nulle, c'est que même les employés hommes d'une grande compagnie s'y connaissent parfois mieux que les femmes cadres en matière d'impôt ou d'assurance. «Les femmes, dit Sally Sterman, ont 50 à 75 ans de retard sur les hommes dans le domaine des finances. Alors, forcément, elles ne sont pas encore ajustées aux derniers changements technologiques.»

«Les femmes ont 50 à 75 ans de retard sur les hommes dans le domaine des finances.»

Une conséquence de cette éducation peu poussée: le monde financier manque de modèles féminins. Quand vous étiez petite, la majorité des banquiers, des courtiers, des assureurs étaient des hommes, et même si maman tenait les cordons de la bourse et les comptes de la famille, les décisions financières importantes étaient prises par papa. Un autre «manque» des femmes, c'est l'ignorance du jeu. «Les hommes grandissent en jouant dans les petites ligues, dit Sally Sterman. Ils savent prendre le risque de perdre. Pas les femmes. Nous n'avons pas appris à jouer et à perdre.» La conséquence: les femmes sont perfectionnistes et essayent d'éviter toutes les erreurs.

On ne passe pas impunément de la dépendance financière totale à l'autonomie sans payer le prix d'un ajustement parfois difficile. Les femmes ont tout à apprendre du maniement de l'argent. Et, pour commencer, à s'en sentir responsables. Selon Yolande Beauregard, planificatrice financière à la société Investor, quand les femmes commencent à gagner de l'argent, elles sont un peu comme des enfants. «Dans les foyers traditionnels, les femmes devaient employer l'argent à des fins précises, après avoir demandé la permission. Quand elles ont leur propre salaire, elles découvrent la liberté.»

Les femmes mariées ont souvent le sentiment que leur salaire est juste de l'argent de poche. Selon l'enquête sur l'argent effectuée en 1980 par *Psychology Today*, deux fois plus de femmes mariées que d'hommes estiment que l'argent qu'elles gagnent est à elles et non pas au couple. «Intellectuellement, disait l'une des répondantes, je me rends compte que c'est notre argent. Mais pour être tout à fait honnête, l'argent que lui gagne est le nôtre, tandis que celui que je gagne est le supplément que je dépense comme je l'entends.»

▶

Les institutions aussi font des bavures

Même si le monde financier commence à s'ouvrir aux femmes (il y a plus de femmes courtiers, de femmes qui gèrent des portefeuilles d'actions, de femmes dans les banques), la communauté financière reste étonnamment sexiste. «Elle ne prend pas les femmes au sérieux, dit Sally Sterman. Les hommes comptables les traitent de façon paternaliste, leur parlent comme à des petites filles: «Ne vous inquiétez pas de ça, je vais m'en occuper», etc. C'est très dangereux, cela maintient les femmes dans l'ignorance.» De plus en plus, d'ailleurs, les clientes recherchent des femmes professionnelles pour être sûres de ne pas être traitées de haut.

Pire que le paternalisme est la pratique de nombreuses institutions financières qui consiste à refuser de faire crédit aux femmes ou encore à leur accorder une faible marge de crédit. Une jeune femme mariée à un étudiant raconte que lorsqu'elle et lui ont fait une demande de cartes de crédit, celle de son mari a été accordée avec un plafond de 800$ alors qu'elle, qui gagnait l'argent du ménage, n'obtenait qu'un plafond de 500$. Une autre pratique peu connue des femmes: si leur mari meurt, toutes les cartes de crédit qu'elles ont obtenues sous le nom de famille du mari ou à leur double nom leur seront retirées, et elles devront recommencer à zéro pour établir un plafond de crédit personnel. En 1970, un rapport de la Commission royale sur le statut de la femme a révélé que de nombreuses institutions de prêts hypothécaires ne tenaient pas compte du salaire de la femme dans les revenus du ménage, ou seulement de la moitié, sous prétexte que la femme s'arrêterait sûrement de travailler un jour ou l'autre. En 1972, la commission a recommandé que les salaires des épouses soient inclus à 100%, mais il existe encore des sociétés qui refusent de considérer plus de la moitié du salaire de la femme.

Une veuve doit recommencer à zéro pour établir son plafond de crédit personnel.

Même problème dans les banques. «Si une femme mariée essaie d'obtenir un prêt, la banque demande à son mari de le garantir, dit Ginette Désormeaux, alors que l'inverse ne se produit jamais.» Quand Suzèle Carle a monté la boutique Soleil, elle n'avait aucun capital; il a donc fallu qu'elle emprunte. «Mes camarades masculins qui étaient en affaires obtenaient systématiquement de l'argent. Moi, je n'avais aucune crédibilité, tout devait être approuvé par mon mari. Une femme mariée, sur le plan de l'argent, c'est comme une femme en tutelle.» Les professionnelles de la finance elles-mêmes se heurtent parfois à d'autres genres de discrimination. «Les hommes n'aiment pas faire gérer leur argent par les femmes», dit Margaret Davidson, qui est *money-manager* à la firme Montreal Investment Management. «Les hommes courtiers sont aidés quand ils commencent, dit K., une femme courtier chez Merrill-Lynch qui préfère garder l'anonymat. Les femmes, on leur jette les os si elles sont sages.»

Avec ces handicaps de départ, il n'est pas étonnant que, même lorsqu'elles gagnent de l'argent, les femmes n'aiment pas tellement s'en occuper. Elles ne sont pas emprunteuses, encore moins spéculatrices. Françoise, une jeune médecin de 28 ans, mariée, deux enfants: «Je voudrais que toutes mes factures soient payées avant même que je les voie! J'ai toujours peur que le plancher se dérobe sous mes pieds. Si j'étais riche, je commencerais par payer toutes mes dettes. Puis j'aurais une très belle voiture et une maison victorienne, comme celles du haut Outremont, avec une immense galerie et des vitraux aux fenêtres. J'aurais aussi des diamants ou de l'or, mais je ne ferais pas de spéculation financière.»

Le budget familial a peu à y voir

«Les femmes sont victimes du syndrome du budget familial», dit Sally Sterman. Même s'il est vrai que les Québécoises tiennent les cordons de la bourse à la maison (dans une récente enquête réalisée en 1981 par *Madame au foyer*, plus de la moitié des répondantes ont dit qu'elles étaient seules responsables des dépenses de la maison), faire les comptes du ménage n'a pas grand-chose à voir avec le fait de gérer de l'argent dans le monde des affaires. La différence essentielle, c'est qu'un budget familial, ça tourne en circuit fermé, avec des rentrées d'argent et des crédits qui doivent s'équilibrer, alors qu'en affaires, tout est fondé sur l'emprunt. «On ne peut pas faire travailler son capital sur du profit interne, dit Sally Sterman. Ne pas emprunter équivaut à ne pas prendre de risque.»

Même sur le plan personnel, ne pas emprunter peut être une erreur dans un monde dominé par l'inflation. Quand j'ai acheté mon appartement, ▸

Au concours de la Bourse de Montréal, 40% des participants étaient des filles.

j'avais de l'argent provenant de la vente d'un précédent appartement offert par mon grand-père. Je l'ai payé comptant, malgré les conseils qu'on me donnait de prendre une hypothèque et de placer mon argent à un taux plus élevé. A cause de la dévaluation du dollar et de l'inflation, j'y aurais gagné. Au lieu de cela, j'ai eu un geste typiquement «féminin»: je n'ai pas voulu m'endetter!

Il paraît que ce sont surtout les femmes de plus de 40 ans, dont les parents ont vécu la dépression, qui ont le plus de mal à s'endetter. Pour elles, c'est très simple: on n'achète pas ce que l'on n'a pas les moyens d'acheter. Mais ce qui était un principe valable en 1930 peut être suicidaire dans les années 80. «Les femmes ne savent pas qu'il faut emprunter quand on n'a pas besoin d'argent, dit Margaret Davidson. C'est le seul moment où l'on peut établir sa marge de crédit, pour emprunter ensuite quand on en aura vraiment besoin.»

Investir (et, dans certains cas, spéculer) est l'autre règle du jeu à appliquer dans une économie capitaliste. Personne ne s'étonnera que les femmes, les rares qui ont réussi à mettre de l'argent de côté, sur les 9 000$ en moyenne qu'elles gagnent par an au Québec, ne se lancent pas dans la spéculation de haut vol. Mais elles commencent à investir leur propre argent, et pas seulement l'héritage d'un mari ou d'un père.

Pour Marie-Hélène Sarrazin, qui était courtière chez Nesbitt-Thompson lorsque je l'ai interviewée (elle est maintenant conseillère en participation spéciale à la Caisse de dépôt et placement du Québec), il y a trois sortes de femmes. Les plus de 65 ans, qui n'ont pas été éduquées en matière financière et qui veulent conserver leur capital. Elles se souviennent de la dépression et elles paniquent. Ce sont celles dont K., courtière à Merrill-Lynch, dit: «Elles ont peur de prendre des risques, elles réagissent émotivement.» Et de citer l'exemple de la présidente d'une grosse compagnie qui, apprenant qu'elle avait perdu de l'argent sur un marché, a paniqué alors qu'un homme se serait sans doute réjoui et aurait utilisé sa perte pour payer moins d'impôts. La deuxième catégorie de femmes, ce sont celles de 45 à 55 ans, qui sont prêtes à apprendre. Ce sont elles qui suivent les cours, les séminaires sur la gestion monétaire. La troisième catégorie est représentée par la jeune femme cadre qui prend des risques dans sa carrière, ce qui se reflète dans la façon dont elle gère son argent. «Ces femmes-là, dit Marie-Hélène Sarrazin à propos des deux dernières catégories, sont prêtes à apprendre, elles ont soif de comprendre. Alors j'y vais tranquillement, je démystifie, je n'emploie pas de jargon; quand elles commencent à s'instruire, elles gèrent merveilleusement bien leur argent. Elles sont plus terre à terre que les hommes, elles ont un gros bon sens. J'ai une cliente qui n'y comprenait rien quand elle est venue me voir. Elle a participé à des séminaires de *money management*; un an plus tard c'est elle qui prenait toutes ses décisions. Elle gère elle-même son portefeuille, et brillamment. Je crois que la seule différence entre les hommes et les femmes en matière d'argent, c'est l'éducation que les uns et les autres ont reçue. Si on leur donne les outils, les femmes sont bonnes. Mais, ajoute-t-elle, elles ne font pas de spéculation.»

Selon Ginette Désormeaux, qui donne le cours «La femme et le monde financier» au YWCA, c'est par manque d'information que les femmes sont

«J'ai eu un geste typiquement 'féminin': je n'ai pas voulu m'endetter!»

conservatrices dans leurs investissements. Mais elle reconnaît leur soif d'apprendre. «Elles sont très motivées et leur taux d'absentéisme est très bas.» Le résultat de ses cours et de la prise de conscience des femmes, elle le voit dans son travail: depuis trois ans, davantage de femmes viennent la voir pour lui demander conseil. Même son de cloche chez OSMOS. Les femmes apprennent remarquablement vite. Depuis le début des cours, il y a cinq ans, 3 000 femmes ont réussi brillamment leur examen de fin de cours.

Un concours a été organisé au début de l'année par la Bourse de Montréal auprès d'élèves de niveau secondaire. La participation et les premiers résultats montrent à quel point la mentalité des filles est en train de changer: 40% des participants étaient de sexe féminin. Mais celles-ci ont manifesté une prudence semblable à celle de leurs mères: elles se sont mises à l'écoute de ▶

l'actualité, se sont documentées davantage que les garçons et ont été moins spéculatrices qu'eux. Par exemple, elles ont investi à Télé-Métropole parce que la cote d'écoute augmentait, chez Provigo parce qu'il a acquis Dominion, etc. Dans l'ensemble, les filles ont fait preuve de plus de bon sens et pris moins de risques que les garçons.

Elles savent «jouer» avec l'argent

Et s'il faut démontrer que seule l'éducation fait défaut aux femmes en matière d'argent, voici le témoignage de trois femmes qui, elles, ont appris toutes petites à manier l'argent.

Marion Van Dyke est gestionnaire de portefeuille chez Bell. «La famille de ma mère était dans les affaires. J'ai appris très jeune la valeur de l'argent. Mes parents économisaient et investissaient. J'économisais aussi. Chez moi, aujourd'hui, je fais un budget pour six mois. Je prévois mes revenus et mes dépenses majeurs; quant à ce qui reste, je me demande souvent comment je vais le dépenser: voyages, bijoux, œuvres d'art, investissements. J'ai un REER. Je dépense mon argent avec soin, j'achète la meilleure qualité. L'argent est quelque chose pour lequel on travaille et contre lequel on échange une partie de sa vie, donc il doit être traité avec respect et avec soin. Au travail, je gère un fonds de retraite de 150 millions de dollars. Un jour, j'ai dit à ma mère: je viens de placer 22 millions de dollars d'obligations. Ma mère m'a dit qu'un tel travail la rendrait malade. Et je me suis rendu compte que j'étais capable de le faire parce que je ne ressentais aucune émotion.»

Cathy Steckert, journaliste, la trentaine. «J'avais un compte d'épargne à 10 ans; mes parents me l'avaient ouvert. Je faisais du baby-sitting pour gagner de l'argent. Plus tard, j'ai mis des sous de côté pour acheter un cheval. Aujourd'hui encore j'économise. Mais j'ai des buts à plus long terme; par exemple, j'ai la retraite en vue, bien que ce soit difficile à imaginer. Je suis mariée, mais c'est moi qui m'occupe de nos investissements. Beaucoup de femmes laissent l'argent les dominer; même si elles en gagnent beaucoup, elles en manquent toujours. Mais c'est vrai que gagner de l'argent prend du temps. Cependant ça en sauve aussi. Au lieu de laver et de cuisiner, je peux souvent m'offrir les services du teinturier ou le restaurant. Ce qui m'ennuie, c'est qu'on a tendance à évaluer les gens en termes d'argent. Moi je préférerais être jugée sur mon travail, pour ce que je suis.»

Marie-Hélène Sarrazin, courtière, la trentaine. «Quand j'avais 12 ans, mon père est tombé malade et j'ai dû gagné mes études. A 22 ans, je me suis dit: jusqu'à 30 ans, je vais investir sur moi, faire des voyages, vivre la vie que je n'ai pas vécue adolescente. Mais à 28 ans, je suis retournée aux études. C'était une autre forme d'investissement. J'ai fait un bac en administration des affaires, une maîtrise en finances. Maintenant, j'investis mon argent. Je me fixe des objectifs. J'ai toujours un plan de cinq ans devant moi» (rires).

Au fond, l'argent est un outil qui n'a pas de sexe. C'est à nous d'apprendre à l'utiliser, comme nous avons appris à conduire une voiture ou à programmer des ordinateurs. La question, bien sûr, c'est de ne pas perdre pour autant notre intégrité. Mais l'argent c'est du pouvoir, et l'argent c'est du temps. Si nous n'apprenons pas à nous en servir, notre faiblesse et notre dépendance augmenteront. Pas notre «pureté» ■

Pour apprendre le langage de l'argent

- **Le Centre de gestion pour femmes du YWCA**, 1355, boul. Dorchester ouest, Montréal H3G 1T3. Tél.: 866-9942, poste 18. Une dizaine de cours différents, du monde financier à la gestion de portefeuille en passant par le marché de l'art. En après-midi et en soirée. Chaque cours, de 6 à 10 séances, coûte entre 75$ et 165$.
- **OSMOS**, B.P. 504, Montréal H3P 3C7. Tél.: 683-0677 ou 683-4288. Un cours de 15 semaines, à raison de deux heures par semaine, en après-midi ou en soirée. On y parle d'investissements, de confiance en soi, d'impôt, etc. 116$ pour le tout. Un cours se donne en français à Westmount.
- **Les Ateliers d'habitudes budgétaires de la banque Royale.** Contacter Al Levin, à la banque Royale, Place Ville-Marie. Le cours dure quatre semaines, à raison d'une séance par semaine. Il y a aussi un cours d'immersion de deux jours. L'un et l'autre sont gratuits.
- **Séminaires sur la prospérité.** Pour inscription, contacter à Montréal Annie Dumont, 486-3828 ou 273-4894; à Québec Louise Asselin, 529-1504 (entre 11 h et 13 h); à Jonquière Rémi Houle, 547-5457 et à Sherbrooke Josée Petit, 569-8265. Ces séminaires d'un jour ont pour objectif de débusquer nos croyances profondes sur l'argent: «Les riches sont malheureux; il faut travailler dur pour gagner sa vie; quand on est né pour un petit pain...» Nous tenons de notre enfance un nombre inouï de croyances erronées sur l'argent, croyances qui nous empêchent d'accéder à la prospérité. Annie Dumont, l'animatrice, précise que la prospérité dont il s'agit ne touche pas seulement les affaires, mais également l'amour, la santé et la créativité. Prix: 45$.

ATELIER 10

INVESTIR LES LIEUX D'INFLUENCE

- Pouvoir formel : pouvoir politique, institutionnel (cadres supérieurs et élite économique) et autres types d'organisation.
- Pouvoir informel et lieux de bénévolat.

SOUS-THÈME

POUVOIR FORMEL

Pouvoir politique, institutionnel (cadres supérieurs et élite économique) et autres types d'organisation.

Pouvoir politique

- BRODIE, Janine M. et Jill McCalla Vickers. Canadian women in politics: an overview. Ottawa, Canadian Research Institute for the Advancement of Women (CRIAW), 1982, 60 p.

Recherche sur la participation des femmes à la politique active. La thèse soutenue par les auteures pour expliquer la faible participation féminine à la chose publique est basée sur les contraintes de la socialisation, la double tâche pour les femmes, et la discrimination exercée à l'endroit des candidates à l'intérieur des structures mêmes des partis politiques.

- CHAMPAGNE, Lyse. Il y en a, mais si peu! Femmes nommées à des offices, commissions, conseils, comités et sociétés de la Couronne relevant du gouvernement fédéral. Ottawa, Conseil consultatif canadien de la situation de la femme (CCCSF), 1980, 30 p.

Données sur la proportion des femmes gestionnaires nommées par décret, dans cent cinquante-huit organismes fédéraux. Mise à jour de l'étude parue antérieurement en 1975 par le CCCSF.

- EPSTEIN, Cynthia Fuchs et Rose Laub Coser. Access to power: Cross-national studies of women and elites. London, George Allen & Unwin, 1981, 259 p.

Analyse sociologique du phénomène de la participation des femmes à la vie civique, particulièrement au niveau des postes décisionnels occupés par un nombre d'entre elles. Sur une base comparative des expériences qui ont eu lieu aux Etats-Unis et dans certains pays d'Europe durant la dernière décennie, les auteures analysent respectivement la place des femmes dans l'élite politique et dans l'élite économique.

- "La loi et la politique."
Cahiers de la femme, vol. 2, no 4, 1980.

Numéro thématique sur les femmes et le pouvoir: pouvoir formel (en politique active et dans d'autres types d'organisation), et pouvoir d'influence via l'action et l'intervention politique.

- LOVENDUSKI, Joni et Fill Hills. The politics of the second electorate: women and public participation. Britain, USA, Canada, Australia, France, Spain, West Germany, Italy, Sweden, Finland, Eastern Europe, USSR, Japan. London, Boston, Routledge et Kegan Paul, 1981, 332 p.

Collection d'articles sur l'engagement social et politique des femmes dans plus d'une vingtaine de pays industrialisés. On y trouve plusieurs sujets d'analyse: du rôle des femmes dans les partis politiques, dans les institutions publiques et d'autres sphères de pouvoir (i.e. pouvoir formel), à l'engagement politique des femmes vu à travers le mouvement de lutte. (i.e. pouvoir informel ou parallèle.) L'article sur le Canada est rédigé par Jill McCalla Vickers et M. Janine Brodie portant sur les femmes candidates en politique active.

- POWERS, Elysabeth. Femmes et participation politique: revue de la littérature. Québec, Université Laval, décembre 1982, 38 p.

  Ce travail est réalisé dans le cadre d'un cours de lecture du 2e cycle, au Département de sciences politiques de l'Université Laval. Il a trait aux études et recherches relatives à la participation des femmes dans les Assemblées législatives et exclut celle dans les autres types d'organisation. La suite de cet exercice de revue de littérature donnera lieu à la production d'une recherche plus poussée sur le sujet.

- STACEY, Margaret et Marion Price. Women, power and politics. London, New-York, Tavistock, 1981, 214 p.

  Essai sur la participation des femmes à la vie politique, depuis deux siècles, en Amérique et en Europe occidentale, avec un accent particulier sur la Grande-Bretagne.

- TARDY, Evelyne et al. La politique: un monde d'hommes? Une étude sur les mairesses au Québec. Montréal, Hurtubise, 1982, 111 p.

  Etude sur la participation des femmes à la politique municipale. Méthodologie basée sur la formule d'entrevues en profondeur réalisées auprès des mairesses au Québec.

Pouvoir institutionnel (cadres supérieurs et élite économique)

- BEGIN, Diane, Harel-Giasson, Francine et Marie-Françoise Marchis-Mouren. Portraits de Québécoises gestionnaires : Une bibliographie annotée. Montréal, Ecole des hautes études commerciales, février 1982, 64 p. (Rapport de recherche HEC, no 82-07

Inventaire de 86 femmes gestionnaires québécoises dont le profil a pu être recensé à partir de diverses sources de documentation imprimée soit des livres, revues et journaux.

- HAREL-GIASSON, Francine et Marie-Françoise Marchis-Mouren. Qui sont les femmes cadres des grandes entreprises québécoises francophones du secteur privé? Montréal, Ecole des Hautes études commerciales (affiliée à l'Université de Montréal), 1981, 20 p.

Ce court texte est rédigé à partir des données recueillies par madame Harel-Giasson dans le cadre d'une thèse de doctorat en administration de l'Ecole des H.E.C. Comme son titre l'indique, le présent texte trace un profil général des femmes gestionnaires de l'entreprise privée.
Cette recherche empirique suscitera sans doute une analyse ultérieure des résultats auprès de la génération des femmes diplômées et plus instruites des années 1970, afin d'approfondir la problématique sur les femmes et le pouvoir institutionnel.

- MORIN, Sylvia et Gaétane Fournier. Des femmes au pouvoir. Sherbrooke, Ed. Sherbrooke, 1978, 119 p.

Un aperçu de l'élite féminine oeuvrant dans les différentes sphères d'activités de la région de l'Estrie, soit les milieux issus de la politique, des finances et affaires ou celui de l'administration publique.

- MORNEAU, François. "La femme et les affaires au Québec." L'Action nationale, décembre 1982. pp. 325-336.

Situation de la femme dans le monde des affaires: rôle dans les conseils d'administration des entreprises et étude de quelques cas typiques de femmes administratrices.

- QUEBEC, (Province) ministère de la Fonction publique, Direction générale du personnel d'encadrement. Les cadres supérieurs de la fonction publique du Québec. Portrait statistique. 2e édition, 1983, 68 p.

Document statistique sur les effectifs des cadres supérieurs au gouvernement du Québec.
Il s'y dégage un portrait professionnel de ces membres accompagné de données descriptives sur l'évolution de leur carrière, tant des hommes que des femmes.

- SHALALA, Donna. "Women in power: an agenda for the 80's." Ms, mai 1982. pp. 96-101.

Récit de certaines expériences de femmes gestionnaires aux Etats-Unis qui ont su utiliser leur influence et leur pouvoir décisionnel à l'avantage de la collectivité féminine, que ce soit pour modifier les règles du jeu ou en adopter d'autres à l'intérieur de leur propre organisation.

- SMITH, H.L. et M. Grenier. "Sources of organisational power for women: overcoming structural obstacles." Sex roles, juillet 1982. pp. 733-746.

Le présent article analyse la problématique de l'accès des femmes aux postes de commande des entreprises selon une approche systémique et organisationnelle. Les règles du jeu du pouvoir à l'intérieur des structures doivent être assimilées par les femmes. Les différentes dimensions - connaissance des lieux de prise de décision, contrôle sur le devenir de l'entreprise, et contrôle sur les ressources disponibles sont autant d'éléments stratégiques que les femmes doivent connaître afin de planifier leur ascension aux postes décisionnels de l'entreprise.

- THURMAN, Judith. "All about power: the hang-ups, the drives, the price, the joys." Suivi d'une série d'entrevues effectuées par Lindsy Van Gelder, "Okay, you're in power, now what do you do?" Ms, décembre 1982. pp. 40-46, 76-78.

Cet article est rédigé à partir du film "Games mother never taught you". Ce film paru à la télévision est aussi le premier à aborder la problématique de l'accès des femmes au pouvoir. Quant à la série d'entrevues, il s'agit de courts extraits d'entretien avec plusieurs femmes cadres, professionnelles et chefs d'entreprise.

Pouvoir formel dans les organisations diverses

- Association des femmes diplômées des universités. La place de la femme dans les corporations professionnelles. Montréal, 1981, 50 p.

  Etude visant à cerner la présence des femmes professionnelles dans les instances décisionnelles et administratives des corporations dont elles sont membres. Le modèle de participation différente entre les hommes et les femmes diplômés trouve-t-il explication dans la socialisation des rôles ou plutôt dans la structure organisationnelle de ces corporations?

- CHAISON, Gary N. et P. Andiappan. "Characteristics of female union officers in Canada."
  Relations industrielles, vol. 37, no 4, 1982. pp. 765-778.

  A partir d'un questionnaire adressé aux femmes faisant partie des comités exécutifs des syndicats nationaux au Canada en 1980, les auteurs du présent article tentent de dégager les traits caractéristiques des femmes aux postes de commande de ces organisations.

- Confédération des syndicats nationaux (CSN). Comité de la condition féminine. Les femmes à la CSN n'ont pas les moyens de reculer. Montréal, 1982, 108 p.

  Analyse de l'enquête menée par le Comité de la condition féminine auprès des syndiquées de la CSN afin d'étudier le mode de participation des femmes à la vie syndicale. Soulève des problèmes spécifiques aux femmes (double tâche, emplois sous-payés, travail au rendement) et questionne les relations de pouvoir au sein de cette organisation syndicale.

- Fédération professionnelle des journalistes du Québec. Thérèse, Janette, Hélène et les autres...ou la face cachée de l'information. Bilan du colloque "Les femmes et l'information", 1981-1982. Montréal, 1982, 71 p.

  Recueil des exposés prononcés lors du colloque organisé par des femmes journalistes au Québec, les 23, 24 et 25 octobre 1981. Témoignages, textes de réflexion de plusieurs femmes de la profession relativement à leur place dans le monde de l'information. Pouvoir des femmes dans la hiérarchie des médias et contrôle du contenu de l'information sont deux concepts-clés qui ressortent de la plupart des exposés.

- PARÉ, Hélène. Les comités de la condition féminine dans les syndicats au Québec. Montréal, Secrétariat d'Etat, Direction régionale du Québec, Programme de promotion de la femme, 1983, 201 p.

  Document d'information sur les comités de la condition féminine au sein des organisations syndicales au Québec: leur genèse, leur structure et leur fonctionnement.
  Document qui, d'après l'auteure, saurait être utile pour les travailleuses à la recherche d'un outil de référence qui leur servira d'instrument d'analyse de leur place au sein de l'organisme défenseur de leurs droits au travail, et également comme base de comparaison dans la recherche de solutions appropriées.

- "La science politique et les femmes." Textes de communications présentées dans le cadre du congrès de la Société québécoise de sciences politiques au sein du réseau femme et politique. Montréal, 14 mai 1982. Documentation sur la recherche féministe (DRF), vol. 11, no 3, novembre 1982. pp. 334-347.

Etude de cas du rôle des femmes dans le savoir humain, en l'occurence la science politique québécoise. Deux relations font l'objet d'analyse dans les différents exposés du colloque:
les femmes comme objet de recherche en sciences politiques;
les femmes comme productrices et intervenantes dans cette discipline.
Un exemple parmi d'autres du pouvoir des femmes sur les institutions et dans un sens plus large celui du contrôle du savoir et de la culture.

- WHITE, Julie. Les femmes et le syndicalisme. Ottawa, Conseil consultatif canadien de la situation de la femme, 1980, 147 p.

Recherche sur la place et le rôle des femmes dans les syndicats et l'organisation du mouvement syndical au Canada. Les travailleuses non-syndiquées ne font cependant pas l'objet d'analyse dans le présent ouvrage.

SOUS-THÈME

POUVOIR INFORMEL ET LIEUX DE BÉNÉVOLAT

- AUBIN, Angèle. Passons à l'action. Montréal, Secrétariat d'Etat, Programme de promotion de la femme, région du Québec, /1983/, 24 p.

Guide d'action mis à la disposition des femmes comprenant:
un texte de réflexion sur l'action;
un texte d'information sur le processus de l'action;
des fiches-outils pour mener à bien l'action.
Disponible au Secrétariat d'Etat, région du Québec:
1080, Côte du Beaver Hall, suite 2102
Montréal (Québec) H2Z 1S8
Tél: (514) 283-6507
1-800-361-7418

- COHEN, Yolande. Femmes et politique. Montréal, Le Jour, 1981, 227 p.

Recueil de textes de réflexions des femmes - politicologues, sociologues, anthropologues, psychologues et historiennes - sur la politisation des femmes, et le devenir politique du mouvement des femmes.

- "Le "Comment faire" de l'action politique."
"Politique: en parler et en faire."
Dossier AFEAS, mai 1979. 22 p.
février 1980. 20 p.

Cahiers de formation politique pour les femmes que prépare l'AFEAS à l'intention de ses membres dans le but de les outiller en vue d'une meilleure intervention auprès de différentes institutions publiques (CLSC, CSS, Centres hospitaliers, Commissions scolaires, Conseils municipaux, Caisses populaires, etc...).

- "Décennie 1970-1980."
Cahiers de la femme, vol. 2, no 2, 1980.

Numéro thématique faisant le bilan de la lutte du mouvement des femmes au Québec et au Canada durant la dernière décennie.
La notion de "pouvoir" et la stratégie politique du mouvement féministe font l'objet de réflexion dans plusieurs des textes présentés.
Deux grandes questions sont posées en terme de moyens à privilégier, à savoir l'intégration des actions féministes à l'intérieur des structures institutionnelles existantes, ou la mise sur pied des lieux de parole, de production et de création exclusifs aux femmes et aux groupes de femmes.

- KOME, Penney. Une épreuve de force: guide d'action politique à l'intention de la canadienne. Ottawa, Conseil consultatif canadien de la situation de la femme, 1983, 50 p.

Présenté sous forme d'une brochure, ce guide d'action politique donne des conseils aux femmes et groupes de femmes en vue d'une meilleure réussite des causes qu'elles désirent initier et défendre en public.

- MILES, Angela et Geraldine Finn. Feminism in Canada: from pressure to politics. Montréal, Black Rose Books, 1982, 315 p.

Collection d'articles sur le féminisme contemporain au Canada. Les différents textes sont regroupés sous deux grands chapitres: les Connaissances (scholarship) et la Politique. Ils illustrent tour à tour les différents aspects du mouvement féministe où action et réflexion sont étroitement liés.
Les auteures nous livrent aussi une analyse du pouvoir parallèle qu'exerce le mouvement des femmes au Canada.

- MILLER, Jon, Lincoln, James R. et Jon Olson. "Rationality and equity in professional networks: gender and race as factors in the stratification of interorganisational systems."
American Journal of Sociology, vol. 87, no 2, septembre 1981. pp. 308-335.

Etude empirique auprès de 6 centres de services sociaux aux Etats-Unis afin de déterminer l'impact des réseaux d'échange professionnels sur la structure organisationnelle. Elle permet aussi de déceler des comportements différents entre les hommes et les femmes et entre les personnes d'origine différente quant à la perception et l'utilisation des réseaux de connaissances comme outil de promotion personnelle et d'influence auprès des instances supérieures.

- SACKS, Karen. "Networking: when potluck is political."
Ms, avril 1983. pp. 97-98.

Observations sur le fonctionnement de 2 réseaux d'information informels en milieu de travail: celui d'une corporation professionnelle et celui initié par les employées d'un centre médical aux Etats-Unis. Analyse des caractéristiques de chacun de ces réseaux ainsi que des finalités recherchées par les membres.

- TREMBLAY, Gisèle. "Un manifeste pour les femmes."
Possibles, vol. 5, no 3-4, 1981. pp. 289-313.

Texte de réflexion sur le pouvoir, l'engagement politique (au sein du Parti Québécois) et l'action sociale des femmes. Un point de vue féministe auquel n'adhère pas le parti.

POOR

QUALITY

ORIGINAL